rouge

hebdomadaire d'action communiste

UNE DÉFAITE DU SIONISME

UN APPEL D'ENRIQUEZ SECRETAIRE GENERAL DU M.I.R

NUMERO 225 - VENDREDI 19 OCTOBRE 1973 - 20 pages - 2 FRANCS

UNE DEFAITE DU SIONISME

Au lendemain de la défaite des armées arabes dans la guerre des six jours de juin 67, le nationalisme arabe a amorcé son déclin. le développement puis le massacre de la résistance palestinienne par la réaction arabe en Jordanie a encore accéléré sa chute.

La victoire militaire du sionisme avait alors ouvert la période du déclin parallèle de l'influence sioniste dans le monde. La politique ouvertement raciste, colonialiste, conquérante de l'Etat sioniste a contribué à son isolement diplomatique actuel Cette situation doublée de l'impact mondial de la résistance palestinienne a permis de regrouper les militants anti-impérialistes dans le monde, derrière la cause nationale arabe.

Maintenant, il apparait de toute évidence au cours de la guerre israélo-arabe, que la solution internationaliste est seule capable d'établir un état de confraternité socialiste entre les peuples arabes et les juifs en Palestine. Aucun régime arabe bourgeois, ni aucun sioniste fût-il de « gauche » ne veut faire disparaître les frontières nationales et économiques qui opposent les classes exploitées des deux côtés.

Le travail des marxistes révolutionnaires au Proche—Orient est de créer les directions et organisations révolutionnaires capables un jour prochain de mener les masses arabes et juives dans un assaut commun contre leurs oppresseurs. les documents, interwiev et déclaration, reproduits ci-dessous expriment un travail déjà accompli dans ce sens, encore faible mais existant et actif.

Les camarades de la Quatrième Internationale montrent la voie à suivre de chaque côté des frontières à abattre, ils sont plus qu'un exemple. Ils doivent être aidés, soutenus : ils font face aux pressions et menaces quotidiennes des nationalistes et sionistes.

Ils ne représentent pas à eux seuls les développements de l'avant-garde dans la région, mais ils sont les seuls à agir comme internationalistes organisés et cohérents. Leurs positions sont claires.

G.V.

Déclaration de l'Organisation Socialiste Israelienne (Matzpen)

A nouveau une guerre a éclaté entre Israël et les pays arabes. Peu nous importe qui a tiré le premier coup de feu, quelle armée a été la première à traverser les lignes du cessez-le-feu. Car pour nous la responsabilité de cette guerre, comme de toutes celles qui l'ont précédée, retombe avant tout sur Israël.

– car elle a conquis des territoires et n'a aucune intention de les rendre ;

– car elle spolie, expulse et opprime le peuple arabe palestinien et elle doit s'attendre à ce que les masses arabes fassent tout pour rendre leurs droits aux palestiniens ;

– car elle a pris sur elle de jouer le rôle de gendarme de l'impérialisme dans la région et sa politique fanfaronne réussit à provoquer jusqu'aux classes dominantes de l'orient arabe.

Ceux qui ont spolié les palestiniens et les ont expulsés de leurs territoires, ceux qui ont bombardé au napalm Abou-Zabel, Hatsabie et des dizaines d'autres endroits, ceux qui ont massacré à Dir-Yassin, Kfar-Kassem, ceux qui envahissent chaque jour le Liban, la Jordanie et l'Egypte, ceux dont les provocations criminelles s'étendent même outre-mer, ceux qui ont tué de sang-froid Gassan Kanafani, Abou Youssef, Hamchari et des dizaines de dirigeants palestiniens, ceux qui ont tué récemment plus de cent personnes dans l'avion lybien, ceux-là n'ont pas le droit de parler d'agression, car ce sont eux les agresseurs.

Tant qu'aux Palestiniens n'auront pas été rendus leurs droits, tant que l'Etat sioniste existera, à lui de savoir que les masses arabes ne renonceront pas et qu'elles combattront ; tant qu'Israël servira les intérêts impérialistes dans la région et fera tout pour enrayer le mouvement révolutionnaire arabe, qu'elle sache que la guerre est inévitable et que la responsabilité retombe sur elle...

... Nos forces sont très limitées et nous ne pouvons pas influencer le cours de la guerre. Mais il est au moins en notre pouvoir de dire clairement à la classe ouvrière en Israël et dans l'Orient arabe que cette guerre n'est pas la nôtre, que nous considérons le sionisme comme responsable de chaque goutte de sang, juif ou arabe, versé dans cette région, et que nos ennemis ne sont pas les masses arabes qui veulent récupérer les territoires qu'Israël a conquis et rendre aux palestiniens leurs droits, mais notre ennemi est bien nos propres classes dominantes et l'Etat sioniste.

Nous savons déja ce que cette guerre coûtera aux travailleurs d'Israël.

Avant tout en vies humaines : il ne fait aucun doute que dans cette guerre des centaines de personnes sont tombées et tomberont encore. Par là, il sera à nouveau prouvé que la sécurité que le sionisme apporte aux juifs, n'est qu'une illusion. A la place de la sécurité, le sionisme prépare pour les juifs un piège de guerre permanente, une guerre de 1000 ans, comme le dit le général Dayan.

Ensuite en niveau de vie : déjà aujourd'hui on entend les appels à la production et aux efforts particuliers que l'on demande pour la guerre. La Histadrouth annonce pompeusement que le moment n'est pas aux luttes ouvrières pour la défense du niveau de vie des ouvriers. C'est ainsi que les travailleurs israéliens apprendront que leur véritable intérêt, leur intérêt de classe est contradictoire et opposé au soi-disant intérêt national, qui est en fait l'intérêt de la bourgeoisie israélienne et de l'impérialisme.

Et finalement en libertés : « en période de crise, le peuple doit être uni » disent tous les sionistes, de droite et de gauche. Une telle union permet aux autorités de frapper de nouveaux coups contre les libertés qui existent encore pour la population juive en Israël : de nouvelles lois anti-grèves, de nouvelles limitations aux libertés de presse, d'organisation, etc... C'est ainsi que la classe ouvrière juive apprendra dans sa propre chair que « un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre ».

C'est ce qu'expliquent et continueront à expliquer nos camarades aux travailleurs israéliens, même pendant la guerre, surtout pendant la guerre.

Nous laissons à nos camarades dans les pays arabes le soin de régler leurs comptes avec leurs propres classes dominantes et de démasquer leur insuffisance dans la lutte contre le sionisme, devant les masses arabes. Nous ne doutons pas qu'ils le feront.

Et à nos camarades révolutionnaires à travers le monde nous disons : ne soyez pas victimes de la propagande des alliés du sionisme dans votre pays, ne permettez pas que l'on soutienne l'effort de guerre israélien : pas un sou, pas un homme, pas une arme pour Israël !

Cette guerre n'est pas la nôtre... Mais nous nous engageons devant la classe ouvrière du monde entier à exploiter cette guerre dans le but de démasquer devant les masses juives, le piège mortel que représente le sionisme pour elles, et la guerre permanente qu'il représente ; c'est ainsi que nous pourrons détacher les travailleurs juifs du sionisme et les joindre à la guerre révolutionnaire des masses arabes contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe.

* A bas le sionisme, l'impérialisme et la réaction arabe !
* Vive la révolution socialiste dans l'orient arabe !
* Vive l'internationalisme prolétarien !

Jérusalem, 7.10.73

Bureau Politique
de l'Organisation Socialiste
Israélienne (« Matspen Marxiste »
IVème Internationale

INTERVIEW d'un marxiste révolutionnaire arabe

Cette interwiev d'un camarade du Groupe Communiste Révolutionnaire du Liban a été réalisé quelques jours après le déclenchement des hostilités au Proche-Orient.

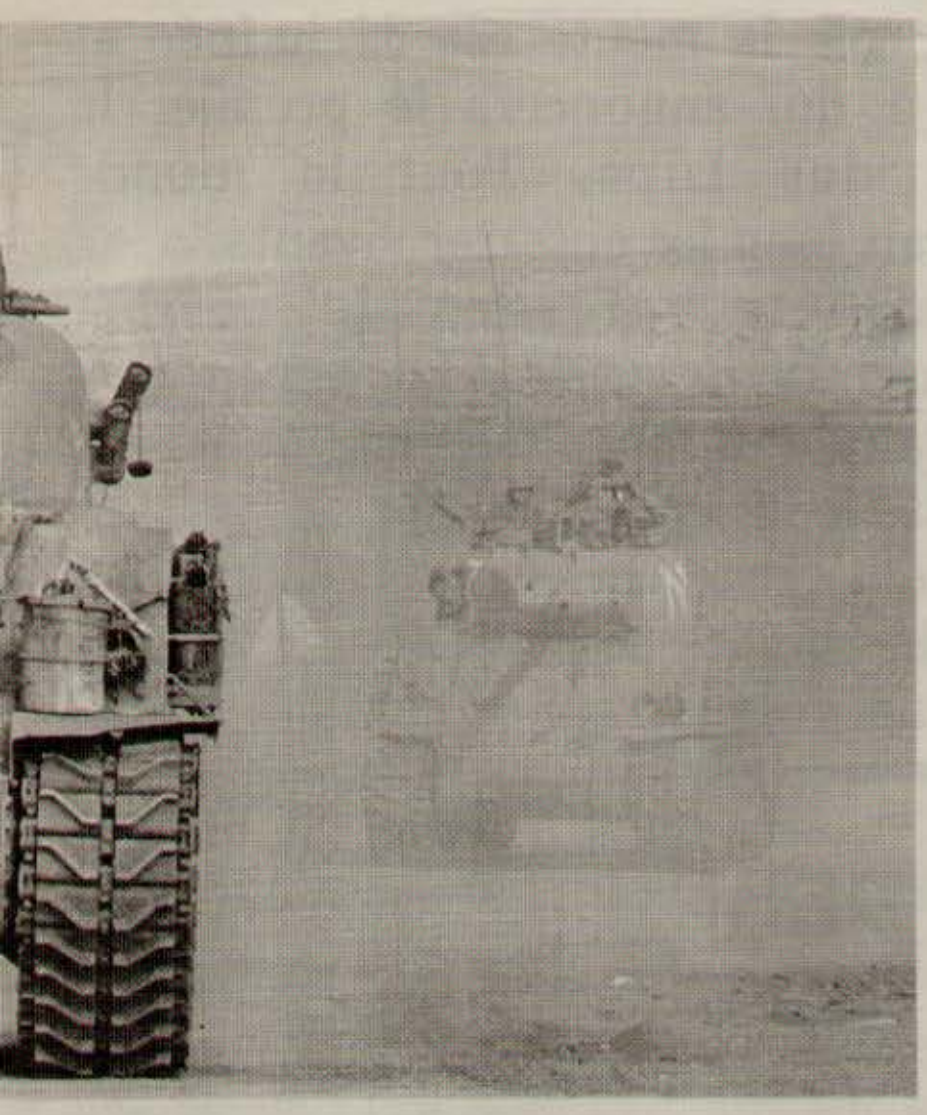
« Rouge » est en accord avec les positions qui y sont développées.

Le GCR, groupe sympathisant de la IVème Internationale, publie mensuellement la revue « Al-Munadel » (Le Militant).

Quelle signification faut-il attribuer à la bataille en cours ?

Je dois dire d'abord que l'ampleur des affrontements a surpris, en général, les milieux de la gauche révolutionnaire. Il en est résulté deux types de positions au sein de la gauche : un nouveau virage des opportunistes du nationalisme petit-bourgeois à phraséologie marxiste (ou plutot maoïste) qui les a amenés à glorifier les armées arabes, celles-là mêmes qu'ils critiquaient hier ; et une position embarrassée chez quelques révolutionnaires, qualifiant les affrontements de mise en scène, de comédie préparée à l'avance par les deux bords, etc...

En ce qui nous concerne, nous si nous rejetons évidemment la naïveté des opportunistes, nous pensons également qu'il est faux de poser le débat au niveau de la « comédie ». La guerre qui se déroule est sérieuse du point de vue militaire, ceci est incontestable. Mais tout marxiste – et même quiconque est doué d'un minimum de pensée critique – sait que la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. Il s'agit



chars israëliens sur le Golan. photo GAMMA

"Dans la guerre en cours, aucun marxiste ne peut être neutre sous prétexte qu'il s'agit d'un conflit entre bourgeois..."

donc de savoir *quelle politique est continuée*. Voilà le nœud du problème ! L'alternative est claire : la présente guerre a-t-elle pour but de libérer la Palestine, ou, au moins, de réaliser un pas dans cette voie ? Ou vise-t-elle plutôt à *créer les meilleures conditions pour appliquer la solution préconisée par l'ONU* ? Il ne fait pas de doute à nos yeux que le but de la guerre en cours est de promouvoir cette dernière solution. Et nous rejetons catégoriquement la résolution de l'ONU qui assortit le retrait israélien aux frontières d'avant juin 67 de conditions qui signifient *la liquidation de la cause palestinienne* (reconnaissance d'Israël, frontières « sûres », etc...).

● Peux-tu nous décrire la situation politique qui a précédé la dernière guerre ?

La guerre actuelle est le point culminant d'une évolution politique très nette dans l'ensemble du Proche-Orient arabe. Le moteur de cette évolution a été incontestablement l'Arabie dite Séoudite. Cette dernière joue un rôle sans cesse croissant dans la région arabe, et c'est une politique dont elle a les « moyens » ! Détenir la plus grande réserve de pétrole du monde, à une époque où il est de plus en plus question de crise de l'énergie, c'est disposer d'une puissance considérable à laquelle même l'impérialisme US ne saurait tenir tête sans périls. Les résultats de l'offensive politique séoudite sont les suivants :

1) *L'infléchissement de la politique US dans un sens favorable aux régimes arabes.* Le gouvernement nixonien a abandonné sa doctrine de la « solution partielle » (égypto-israélienne avec réouverture du canal de Suez) inacceptable pour l'Egypte dans la mesure où elle constitue une trahison trop flagrante de la « cause arabe ». Il semble résolu à accorder des concessions à la Syrie en ce qui concerne le Golan – principale embûche jusqu'alors dans la voie de la « solution pacifique ». Il semble, pour tout dire, avoir adopté, après 6 ans, l'interprétation soviéto-arabe de la résolution 242 de l'ONU.

2) *L'ouverture de l'Egypte aux intérêts US.* Il ne faut pas croire que la direction de l'impérialisme US ait changé de position sans contre-partie. Si Fayçal d'Arabie a exercé des pressions, il a aussi avancé des propositions alléchantes. L'Egypte, depuis la revanche bourgeoise de 71, est le théâtre d'une lutte entre deux fractions de la bourgeoisie : l'une représentant les intérêts US l'autre préférant la collaboration avec l'impérialisme européen. Jusqu'à récemment, le gouvernement Sadate avait opté pour l'Europe, essayant de mobiliser la France, la Grande-Bretagne et la RFA à son secours. Déçu quant aux possibilités politiques de ces dernières, et fort des garanties de Fayçal, il s'est finalement tourné du côté US.

3) *Le retour de Hussein à de meilleurs sentiments.*

C'est là le fruit commun des efforts séoudites et du tournant US. Le pouvoir jordanien a laissé de côté ses projets ouvertement liquidationnistes (Royaume Arabe Uni jordano-palestinien) et a accepté d'être plus coopératif vis à vis de la direction de la Résistance Palestinienne, deux conditions d'une réconciliation au grand jour avec l'Egypte et la Syrie. Cette réconciliation a eu lieu : ce fut le sommet du Caire et ce qui s'en suivit : la libération des détenus dans les prisons jordaniennes et le retour projeté de « forces palestiniennes » en Jordanie.

● Comment prévois-tu l'évolution de la situation ?

Il reste encore des problèmes à résoudre avant l'application définitive de la « solution pacifique » qui, soit dit en passant, mérite toujours son nom en dépit de la guerre en cours, car elle vise à établir la « paix » avec l'Etat sioniste.

Il y a d'autre part, le facteur israélien : en Israël se déroule une lutte entre une fraction modérée représentée par Golda Meir et des « faucons » dont la figure de proue est le tristement célèbre Dayan. Alors que les « faucons » se montrent intransigeants dans leur annexionnisme, la fraction Meir est prête à accorder des concessions aux régimes arabes et à effectuer un retrait assez important. Il y a quelques mois, Meir déclarait qu'Israël était disposé à se retirer du plateau golanien et du Sinai en conservant les hauteurs frontalières du Golan et Charm-el-Cheikh, deux positions stratégiques contrôlant l'une la frontière syrienne, l'autre le golfe d'Akaba. Le tournant US et la pression qui s'en suit, ainsi que le rapport de forces établi au cours de la présente guerre – tel qu'il apparaît maintenant – ne peuvent que renforcer les arguments des « modérés » israéliens.

Il y a aussi le facteur palestinien : la direction du Fath (je le spécifie, car elle est la plus importante, le FP et le FD ne font que suivre, quant à la Saika, elle est l'instrument docile du pouvoir syrien) a montré des réticences en ce qui concerne la collaboration avec Hussein et pour cause ! Elle sait ce qu'il lui en coûterait de trahir ouvertement la cause palestinienne ; les milliers de martyrs de Septembre 70 ne peuvent être oubliés facilement. Mais la caution syrienne et la pression syrienne ne peuvent qu'amener cette direction à réviser sa position. Il faut ajouter que la dernière guerre a considérablement renforcé – jusqu'à ce jour du moins – le prestige des régimes égyptien et syrien, et, par là même, la possibilité pour eux deux de patronner l'application du « règlement pacifique ».

Il semble que nous nous acheminions vers une solution comportant un retrait israélien qui se ferait grosso modo aux frontières du 4 juin 67 (cela dépend du rapport de force qui résultera de la guerre actuelle), avec probablement l'« internationalisation » de Jérusalem, des hauteurs du Golan et de Charm-el-Cheikh. Ceci parallèlement à la transformation de la Résistance Palestinienne en Armée Palestinienne de Libération (comme du temps de l'OLP du triste Choukeiry) et... en avant pour quelques années de coexistence semi-pacifique comme l'exige la coutume depuis 1948... Il s'agit bien entendu d'une estimation personnelle et je ne prétend pas lire dans le marc de café, ni dans le cortex de Kissinger.

● Quelle est la position du G.C.R. ?

Dans la guerre en cours, aucun marxiste ne peut être neutre sous prétexte qu'il s'agit d'un conflit entre bourgeois. Ce genre d'argumentation puérile et sectaire est bon pour les dogmatiques ultra-gauchistes pour qui seul compte ce qui est pur et qui ignorent les 99 % d'impuretés dont est composée la réalité, comme disait Lénine.

Entre l'Etat sioniste, base militaire de l'impérialisme US et oppresseur national des peuples arabes, et les Etats arabes opprimés – fussent-ils bourgeois ou même féodaux – nous sommes du côté des seconds, sans hésitation ; nous sommes, bien plus, *les partisans les plus résolus de la guerre contre Israël.* Et c'est à ce titre précisément que nous exprimons notre critique.

Notre soutien aux Etats arabes face à l'Etat sioniste, s'il est inconditionnel dans son anti-sionisme, n'en n'est pas pour autant a-critique vis-à-vis des régimes arabes. Ceci était vrai en 1967 ; ce l'est beaucoup plus aujourd'hui que la collusion de ces derniers avec l'arabie « Séoudite » et l'impérialisme US est flagrante.

Qu'on ne se méprenne pas sur nos intentions : nous ne refusons pas dans l'absolu le retrait israélien même dans les limites de 67. Nous sommes, au contraire, pour le *retrait total et inconditionnel de l'armée sioniste aux frontières d'avant juin 67.* Il s'agit là d'un pas en avant qu'il serait puéril de refuser ; je dis « pas en avant », c'est-à-dire que cet objectif n'est pas en concurrence avec celui de la *libération de la Palestine*, mais à son service. La « solution pacifique, elle, est à l'antipode de tout ceci : il s'agit d'un retrait partiel et assorti de plusieurs conditions. *Ce que nous rejetons dans la résolution de l'ONU, ce n'est pas le retrait en soi, ce sont les conditions de ce retrait.* Et c'est le point crucial que feignent d'ignorer les staliniens, partisans de la « solution pacifique », à l'instar du Kremlin.

Nous ne nous contentons donc pas d'exprimer notre solidarité avec les armées arabes face à Israël – comme le font aujourd'hui les opportunistes de tous bords – mais nous avançons en plus un corps de revendications transitoires permettant d'alimenter notre lutte contre les pouvoirs établis dans la région arabe, pour la révolution socialiste arabe :

Non à la « solution pacifique » ! Non à la reconnaissance de l'Etat sioniste !

Retrait total et inconditionnel de l'armée israélienne aux frontières d'avant juin 67 !

Non au cessez-le-feu ! Non à l'intervention des grandes puissances dans le réglement du conflit !

Guerre prolongée jusqu'à la victoire ! Armement et entrainement des masses ! Boycott total de l'impérialisme !

Pleines libertés démocratiques aux masses arabes !

Liberté d'action de la résistance palestinienne dans et à partir de tous les pays arabes !

photo LEBRUN

Le jeudi 11 octobre à Paris, le Mouvement des Travailleurs Arabes et des organisations étudiantes arabes, ont organisé une manifestation à laquelle plusieurs journaux et groupe d'extrême gauche (dont Rouge, Révolution, l'Humanité Rouge, la Cause du Peuple) avaient appelé de leur côté.

6 000 manifestants environ ont défilé de la place Stalingrad à la porte de Clignancourt.

Avant la dispersion, les porte-paroles des organisations arabes sont intervenus pour stigmatiser l'agression de l'impérialisme sioniste, et en insistant sur le soutien à la résistance palestinienne et la solidarité avec les juifs anti-sionistes d'Israël.

ARRET OU POURSUITE DE LA GREVE ? COMPROMIS OU COMPROMISSION ?

4 JOURS DE DEBATS.

Les Lips avaient montré quelle image ils se faisaient de la démocratie ouvrière : celle des discussions franches, ouvertes, où chacun réagit non pas en tant qu'individu, mais en tant que membre actif de la « communauté », comme ils disent. On l'a vu dans ces journées décisives qui aboutirent au vote sur la poursuite de la lutte.

Le mardi 9, sous la pression de la confédération, et « pour faire preuve de bonne volonté », la section CFDT fait un compromis avec d'autres organisations syndicales : on accepte de fait la possibilité de reclassements extérieurs, avec même statut social, même salaire qu'auparavant, mais à l'extérieur de Lip tout de même.

« C'est à l'Assemblée Générale de décider »

Le lendemain, en AG, la réaction est vive : la délégation avait un mandat impératif de l'Assemblée Générale de lundi : ne pas céder sur les licenciements ; et pourtant elle a fait un compromis là-dessus.

Pendant plus d'une demie-heure, le débat s'engage. Les délégués CGT sont pris à partie ; mais aussi, pour la première fois, la section CFDT locale se fait « contester » ; sur deux tableaux : parce qu'elle avait de fait accepté des licenciements déguisés en reclassements ; parce qu'elle n'avait pas respecté les décisions de l'A.G.

Une nouvelle fois, ce débat sera constructif : la section CFDT est la première a reconnaître que ce qu'elle a signé n'est qu'un compromis effectué, sous des pressions diverses, pour bien prouver que Giraud ne veut pas négocier. De plus, elle précise elle-même que de toute manière la décision finale revient à l'Assemblée Générale souveraine, en la matière.

Un débat sur textes.

Le lendemain jeudi, la discussion est organisée. Fait sans doute sans précédent dans le mouvement ouvrier, des travailleurs ont un débat, par petits groupes, **sur la base de textes représentant les différentes tendances en présence dans la grève.** Pendant des heures, on débattra de la position de la CGT, de celle de la CFDT, du Comité d'Action, et celle de Giraud. En fait seul le Comité d'Action a eu une attitude claire : refus total des licenciements.

Le virage de la direction CGT

Giraud avait demandé qu'un plébiscite à bulletins secrets soit organisé sur sa position. Les travailleurs ont deux jours pour décider ou non de la mort de l'entreprise. Une manœuvre évidente destinée à enfoncer un coin dans l'unité des travailleurs.

Aussitôt la direction confédérale CGT qui jusque là louvoyait autour d'un compromis n'hésite plus : **elle appelle ouvertement à la reprise du travail.** Vendredi matin – alors qu'à aucun moment auparavant ses délégués n'ont défendu cette position dans les débats de la veille en commissions – la section CGT distribue un tract qui se termine par un bulletin de vote :

« J'estime que dans la situation précise il serait irresponsable de compromettre ce qui est acquis, et qui se traduirait par la suppression de l'entreprise. En conséquence, je me prononce pour la reprise d'activité de l'entreprise (belle formule pour dire l'arrêt de la grève) dans les conditions obtenues avec la volonté de conserver intact notre combativité, afin de préserver les résultats de notre lutte et d'imposer l'application et le renforcement des avantages obtenus »

Derrière les formules enrobées, c'est la brusque décision de capituler sans condition devant le chantage de Giraud. Cette position – qui apparaîtra à juste titre comme une trahison – **n'est même pas défendue par la base CGT-Lip.** Il faudra attendre le jeudi soir, tard dans la nuit, pour que tombe un coup de téléphone donnant la consigne du bureau confédéral : reprise du travail sans aucune garantie pour 160 camarades.

Un vote significatif.

Le vote à bulletins secrets a lieu sur deux positions claires : la reprise du travail ou continuer la lutte sur les deux revendications essentielles fondamentales : non aux licenciements, non au démantèlement. Certes, c'est une concession que d'accepter ce vote. Mais de fait il va se dérouler dans des conditions particulières : les militants CGT viennent distribuer des enveloppes à l'entrée. Mais cela n'était pas prévu et d'ailleurs elles ne serviront pas. Il n'y a pas non plus d'isoloir : chacun a le courage de ses opinions et mettra ouvertement le bulletin dans l'urne.

Les responsables de la CGT contesteront le vote : **« Les bulletins n'étaient pas de la même taille »**, il y avait un climat de **« pression morale »** inadmissible.

Et bien oui ! pendant le vote, les travailleurs n'étaient pas tristes, en rangs serrés pour se présenter devant l'urne ; ils plaisantaient, se racontaient les différents meetings auxquels ils avaient participé. Chacun ne doutait pas du résultat. Et la victoire sera largement arrosée à la cantine.

Les Lips ont fait leur choix

Ainsi donc, à une écrasante majorité, les Lips se sont prononcés pour la poursuite de la lutte. 174 d'entre eux ont voté contre . Cette fêlure dans le front de lutte fait mal, mais on comprend ici que l'unité doit se faire au prix de la clarté. Le choix a été clair : le combat continue.

S.T. le 17 octobre

RESPONSABLE CÉGÉTISTE APPRÉCIANT LA DÉMOCRATIE D'UN VOTE.

Cette fois la meute est déchaînée et c'est à qui annoncera le premier la mort des Lips. Tout le monde voudrait bien les enterrer vivants.

Mais ils refusent de courber l'échine ; ils ne veulent pas accepter la loi d'airain du capitalisme, et laisser 160 des leurs sur le carreau.

C'est maintenant la dernière manche qui se joue à Besançon. Les Lips ne doivent pas l'affronter seuls.

LA DERNIERE MANCHE

On n'effacera pas 6 mois de lutte par un diktat patronal. Ceux qui ont le mot « réalisme » à la bouche ont dans la tête le mot « capitulation ».

Depuis 6 mois, les Lip se sont gonflés d'une confiance et d'une fierté extraordinaires. Fierté d'être un travailleur en lutte, confiance dans la solidarité active de la classe ouvrière, dans la possibilité un jour tous ensemble de gagner définitivement.

Il y a eu la remise en marche et la vente ; le succès des meetings et des ventes spontanées ; la magnifique riposte ouvrière à l'intervention des flics, le 14 août. Et tout cela, la marche n'a fait que le confirmer. Au bout de 6 mois de lutte, ils ont autant de tonus et de bonne humeur qu'aux premiers jours ; ils ont même plus d'insolence, car 6 mois ont forgé cette « communauté fraternelle » dont ils parlent avec fierté. Et à Besançon, ce n'est pas un vain mot.

« JUSQU'AU BOUTISTES » ?

« Lip la lune » titre un torchon du patronat ; « soyez donc réalistes », « mettez un peu les pieds sur terre » disent les responsables de la CGT.

Mais les Lip ne sont pas aussi fous qu'on voudrait le faire croire. Ils se rendent bien compte que, si un jour il le faut, s'il n'y a pas d'autre solution, ils seront peut-être acculés à un compromis ; mais tout avant devra être tenté. Passer sous la table, dès qu'un ministre hausse la voix, n'est certes pas la meilleure façon de renforcer le rapport de force. Voilà pourquoi il est interdit à quiconque aujourd'hui ne lève pas le petit doigt pour les aider de jouer les conseillers raisonnables de la lutte.

LE POUVOIR VEUT EN FAIRE UN EXEMPLE

Lip, c'est, depuis 6 mois, un os en travers du gosier du patronat et du gouvernement. Ils sont fous furieux d'avoir du tolérer une lutte qui remet ouvertement en question le fondement de l'ordre bourgeois.

Aujourd'hui, ils cherchent à en faire un exemple, pour montrer à la classe ouvrière qu'il s'agit d'une voie sans issue. Tous les moyens sont bons. La matraque : brigades anti-gangs à Besançon, CRS réquisitionnant jusqu'aux colonies de vacances, blocage de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales, de la Mutuelle, arrestation de Monique Piton et de militants de Libération. Plus l'intoxication : la presse qui démobilise, les échos malveillants, les pressions de toute sorte...

LIP-LA-LUNE QUAND LE PATRONAT PARLE DE LIP

Deux parutions, massivement diffusées. Le démarrage d'une formidable campagne d'intoxication et de calomnies sur la lutte des Lips.

La première émane de l'UIMM (l'union des patrons de la métallurgie). Ces gens-là ne sont pas tout à fait des inconnus : l'UIMM s'est déjà illustrée il n'y a pas si longtemps en créant une caisse noire patronale anti-grève (à laquelle cotisait Fred Lip).

Ce journal « Lip-la-Lune » est bien à cette image : « En pleine hallucination », « un chef d'œuvre d'action psychologique », « si la boîte ferme, on fait sauter le quartier », « une nouvelle religion : la lipolâtrerie », « l'auto-gestion n'est pas démocratique », « Lip : un combat réactionnaire d'arrière-garde »...

A travers ces titres, on sent sourdre la haine de classe qui suinte à chaque ligne de l'ouvrage.

C'est à la fois totalement inefficace et même assez réjouissant.

Plus objectif et plus scientifique, le bulletin quasi anonyme d'une soi-disant « *agence pour le développement de l'information économique* ». On y explique, presque sans hargne, en termes choisis que Lip a fait des « erreurs de gestion » et « trop de concessions sociales » et que l'illégalité est quelquechose d'inadmissible (même si le gouvernement a été obligé de la tolérer pendant six mois !) Insipide.

Faut-il donc qu'ils aient peur, eux qui se plaignent de n'avoir jamais un centime pour les revendications ouvrières, pour investir tant de fric dans une propagande d'aussi bas étage ?

Fotolib

Le pouvoir joue la division : entre les travailleurs des usines d'Ornans et de Palente, entre la CFDT et la CGT. C'est pourquoi l'attitude criminelle de la direction CGT, dénonçant publiquement les dirigeants de la lutte, refusant de respecter les décisions de l'assemblée générale est absolument criminelle et fait le jeu du patronat. Il suffit de voir d'ailleurs avec quelle complaisance la moindre déclaration de Krasucki ou de Mercet est montée en épingle et citée en exemple par les pires des journaux réactionnaires... Charbonnel lui-même s'est appuyé ouvertement sur les déclarations de Krasucki pour traiter les animateurs de la grève de « malhonnêtes » et d'« irresponsables ».

REPRENDRE L'INITIATIVE

L'enjeu de la lutte est considérable ; il concerne toute la classe ouvrière. C'est pourquoi la tâche numéro 1 aujourd'hui est de reprendre l'initiative et de consolider le rapport de force pour imposer la réouverture des négociations sur d'autres bases que celles de Giraud :

— Un premier axe pour l'instant : la contre-information à l'intox gouvernementale ; sur la région, des tracts et des prises de parole à la sono sont prévus pour les usines et les quartiers.

— Au niveau national, à chaque commission Lip sera envoyé régulièrement un document d'information ronéoté : que chaque commission ou comité fasse connaître au plus vite son adresse à la Commission Popularisation.

(Maison de tous, à Besançon, ou UD-CFDT rue Champrond)

— Une page de publicité dans « Le Monde » va être faite, et il sera demandé à plusieurs journaux, quotidiens ou hebdomadaires, de la passer également, gratuitement si possible.

— Des « 6 heures avec Lip » doivent être organisées également dans différentes villes : Paris, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Marseille, Lille, Nantes, Rennes, Toulouse, Clermont-Ferrand.

— Enfin, un colloque national et international sur le problème de l'emploi va se tenir dans trois semaines avec des travailleurs, des juristes, des économistes, etc...

Ainsi, la popularisation est largement relancée. Les travailleurs de Lip se rendent bien compte, cependant, que ce n'est pas seulement par des meetings qu'ils feront céder le gouvernement.

Une réponse centrale s'impose à l'échelle nationale :

— Face à la menace de liquidation, une campagne nationale unitaire doit s'engager pour L'EXPROPRIATION, LA NATIONALISATION SOUS CONTROLE OUVRIER DE LIP.

— Il faut prévoir dès à présent une JOURNEE NATIONALE D'INFORMATION ET D'EXPLICATION, au cours de laquelle serait diffusé le matériel réalisé par les Lip, et dont la date serait fixée par eux.

— D'ores et déjà, dans les sections syndicales doivent êtres discutées des initiatives centrales unitaires, préparées à l'avances qui, seules, peuvent répondre à la situation :

* GREVE DE 24 HEURES
* MANIFESTATION CENTRALE A PARIS.

C'est aujourd'hui la dernière manche qui se joue à Besançon. Tout doit être fait pour la solidarité.

Le 17 octobre
S.T.

MEETING ROUGE A BESANÇON.

400 personnes, mardi soir au meeting organisé à Besançon par « Rouge » avec Alain Krivine et André Fichaux. Un public majoritairement ouvrier, une ambiance attentive. Une vingtaine de travailleurs de Lip étaient présents.

Le débat fut passionnant : les comités de grève, le rôle du comité d'action, l'armement des travailleurs, le Chili, les luttes anti-militaristes, l'autogestion...

Un camarade de la L.M.R. (section suisse de la IVème Internationale), très applaudi, expliqua le sens de la solidarité internationale des travailleurs par-delà les frontières. Il montra comment l'exemple de Lip a favorisé le démarrage d'une des premières grèves dans le secteur hospitalier.

A minuit moins vingt, l'arrivée du concierge mit fin au meeting. Beaucoup auraient souhaité continuer une heure ou deux...

Gamma

5 QUESTIONS A GEORGES SEGUY

** La CGT de Lip a accepté de signer la série des bulletins Lip-Unité et les cassettes « radio Lip » en commun avec le Comité d'Action ; c'est donc qu'il représentait un courant réel de la lutte. Pourquoi pose-t-elle aujourd'hui un préalable à toute action unitaire « l'exclusion du comité d'action » ?*

** Depuis des mois Krasucki et Seguy multiplient les déclarations sur leur respect de la démocratie ouvrière ? Quelle est donc cette conception de la démocratie ouvrière qui consiste pour les responsables CGT qu'ils « ne seront pas partie prenante dans les actions qui tendraient à prolonger le mouvement sur les bases de la CFDT » (Huma du 16-10-73) ?*

Alors qu'il s'agit non de positions de la CFDT seule, mais d'une décision après discussion et vote en assemblée générale.

** Seguy avait déclaré en juin 72 qu'il existait un « code de l'honneur du mouvement ouvrier » : « on ne frappe jamais dans le dos un camarade en lutte contre l'adversaire commun, même si l'on n'est pas d'accord avec ses moyens d'action ». Que signifie donc la dénonciation systématique des « dirigeants irresponsables de la CFDT-Lip », à l'heure où le pouvoir menace de ses juges ceux qui ont vendu des montres, et où toute la presse de droite se déchaîne contre les animateurs du mouvement.*

** Seguy a déclaré au Palais des Sports qu'un grand mouvement social pourrait hâter une échéance politique. Qu'est-ce qui a été fait pour aller dans ce sens ? Appeler à la reprise du travail sans autre garantie pour 160 personnes que la simple parole de Gorse, quand on connait le rôle que joue Lip pour l'ensemble de la classe ouvrière, est-ce en prendre le chemin ?*

** Le PCF, le PS et les radicaux de gauche ont participé, le 16 août, à un meeting de solidarité avec Lip, en commun avec les organisations syndicales. Tous ont expliqué que la solution était dans le programme commun, que Lip montrait qu'un changement politique était possible, et que la solidarité allait s'intensifier... Qu'ont-ils fait concrètement depuis cette date, et pourquoi — dans sa lettre aux militants CGT de Lip — Seguy s'est-il mis à expliquer brusquement qu'il fallait préserver « l'aspect syndical » du conflit ?*

GISCARD GALOPE...

L'inflation : un mal qui frappe tous les pays capitalistes. Il y a quelques temps, Giscard se fixait comme objectif (modeste) que l'inflation en France soit de 1 % inférieure à celle des pays voisins. Les indices officiels du mois d'août la placent largement en tête (France : 0,7 %, Italie : 0,6 %, Belgique : 0,5 %, Angleterre : 0,2 %...).

Dans les milieux officiels, le ton n'est plus à l'optimisme. Giscard, une fois de plus, reprend la traditionnelle thèse patronale, en expliquant que la hausse des prix est dûe à *« l'augmentation excessive des rémunérations de toute nature »*.

Depuis la rentrée, Pompidou et Messmer ont raconté chacun à leur tour qu'on pourrait peut-être arriver à mettre en place un contrôle des prix et des salaires, une « politique des revenus ». De telles mesures ont été prises dans plusieurs pays d'Europe. Elles se heurtent à de sérieuses difficultés.

Une telle politique suppose en effet une classe ouvrière qui se résigne à ce cruel marché de dupes qui consiste à tolérer le blocage des salaires, alors qu'en fait les prix et les bénéfices patronaux continuent à monter. En Grande-Bretagne, par exemple, le plan anti-inflation est une attaque directe contre le niveau de vie de la classe ouvrière.

Le gouvernement hésite donc à adopter un plan anti-ouvrier ; et ceci notamment pour des raisons politiques : celui qui mettrait en œuvre de telles mesures serait mal placé dans la course à la succession de Pompidou...

C'est pourquoi des mesures anti-inflation énergiques ne seront pas prises dans l'immédiat : le gouvernement laissera délibérément s'envoler les prix. Fait significatif : dans la même page du Monde qui reproduit les déclarations de Giscard, on rapporte les propos de Chirac annonçant une remontée des cours de la viande : *« si l'on veut avoir de la viande de qualité, il faudra bien se décider à payer le biftek au prix où il doit être payé »*...

Mais, s'il ne prend pas des mesures spectaculaires, le gouvernement va essayer par la menace de faire freiner la hausse des salaires. Et cela sera particulièrement sensible dans le secteur public. Il ne s'en cache d'ailleurs pas. Giscard parle à présent d'une *« déviation »* de la « politique contractuelle » qui débouche à présent « sur l'exigence d'un pourcentage d'augmentation du pouvoir d'achat chaque année supérieur à celui de l'année précédente ».

Cela signifie en premier lieu un durcissement de l'Etat face aux revendications salariales ; et aussi des tentatives systématiques pour restreindre les clauses d'échelle mobile contenues dans les accords antérieurs.

L'affaire sera peut-être accompagnée de quelques mesures démagogiques (et inefficaces) de taxation de certains produits (il y a deux ans, les patates ordinaires ainsi taxées avaient disparu du marché, résultat : 300 % d'augmentation pour les ménagères).

Engageons la lutte pour une véritable échelle mobile des salaires (qui ne se réfère pas à l'indice trafiqué du gouvernement) !

C'est la meilleure arme contre l'inflation.

L.N.

Leerun

La deuxième série de grèves par réseau a eu lieu la semaine dernière. Incontestablement, elle a été moins suivie que les précédentes. La presse de droite titre : « retour au calme » ; le journal « Les Echos » annonce même froidement : « si la situation s'apaisait pour quelques temps à la SNCF, on pourrait envisager l'ouverture de négociations sur le contrat de 1974 »... Que s'est-il donc passé chez les cheminots ?

Depuis le printemps, des grèves isolées avaient éclaté sur des revendications locales (création de postes, aménagement des roulements et amplitudes de travail). Beaucoup d'entre elles avaient été victorieuses ; mais elles ne pouvaient à elles seules remettre en cause les projets de rentabilisation de la direction.

Une riposte d'ensemble s'imposait face à la politique du pouvoir. D'autant plus que Guibert, directeur général de la SNCF, avait joué la division en menaçant les grévistes d'une répression frontale (demandes individuelles, amendes pour non dépôt de préavis, sanctions sur les primes de fin d'année, etc...).

Les directions syndicales n'ont rien fait pour souder, unifier la combativité des cheminots. Leur décision de grève morcelée par réseau a été très mal accueillie : beaucoup ont refusé de la faire qui se seraient mobilisés pour d'autres formes de lutte. A Paris-Lyon, par exemple, le dirigeant fédéral CGT, venu la semaine passée pour tenter de la justifier, a ramassé un bide absolu.

En vérité, on peut juger maintenant l'efficacité de la tactique des bureaucrates à ses résultats : après deux semaines de grèves tournantes, les bureaucraties syndicales n'ont même pas obtenu une nouvelle série de négociations.

UNE GREVE ACTIVE, C'EST POSSIBLE

Pourtant, dans le déroulement même de cette grève, on a pu voir toutes les potentialités qui existaient. Pour la première fois les cheminots, souvent à l'initiative de militants syndicaux révolutionnaires, ont décidé en AG l'occupation des gares, la popularisation active auprès des usagers. Ils ont mis en place des commissions d'élaboration des revendications locales, élu des délégués de ces AG ou commissions chargées avec les délégués syndicaux d'aller discuter avec le chef d'établissement. La mise en place de piquets de popularisation, de piquets de grève, a été assurée.

Cela donne une idée de ce qu'il était possible de faire pour se donner les moyens de vaincre. Mais la fraction du PCF dans la CGT, après avoir dénoncé le mouvement des contrôleurs de route de cet été, continue à s'opposer aux aspirations de la base, en suivant sa ligne réformiste.

La première conséquence de cette impasse du mouvement a été de relancer un vif débat dans les sections syndicales sur : comment lutter ?

Les propositions des révolutionnaires sont discutées :

– pour rendre la grève efficace et empêcher tout trafic de marchandises, bloquer les triages, empêcher le transit des trains complets en régime accéléré ;

– sur le réseau Est dernièrement, la direction a choisi de supprimer des trains voyageurs pour assurer le transport des grandes entreprises capitalistes. Cela pose directement le problème du *transport gratuit* des usagers, coordonné, organisé centre par centre ;

– enfin, on discute du *moment le mieux choisi pour engager la lutte* : c'est à dire lors des pointes d'activité (les bureaucrates s'y refusent au nom de la « qualité » du service...).

PAS DE DEMORALISATION

Le blocage bureaucratique a provoqué partout des réactions violentes. Des tentations de déserter le terrain du syndicat se font jour : ici on envisage des départs massifs de la CGT et de la CFDT vers la constitution d'un syndicat autonome et la bureaucratie intégrée de la FGAAC (Fédération Autonome des Agents de Conduite) tente de séduire les cheminots écœurés. Là, on discute du remplacement des délégués faillis par les militants les plus combatifs. L'idée de comité de grève progresse.

Après la monumentale trahison de juin 71, après cette grève avortée, une avant-garde combative se dégage, rompant avec les réformistes. Elle a fait l'expérience des formes de lutte inefficaces imposées par la bureaucratie. Elle n'en veut plus. Mais ce n'est pas la démoralisation.

Le problème des effectifs, des conditions de travail demeure. Des luttes locales vont reprendre : elles pourraient être maitrisées par la base, menées dans des formes décidées par tous (grève du zèle, grève-éclair). L'expérience du contrôle de route du réseau Sud-Est montre la voie. Non, à la SNCF, ce n'est pas la démoralisation. Les bureaucraties syndicales, plusieurs fois débordées depuis le printemps 73, ne pourront pas indéfiniment retarder la volonté de lutte des cheminots.

le 15-10-73
Y JAMARD

Creteil

HOPITAL EN GREVE

Le 9 octobre, pour protester contre le manque d'effectifs et les conditions de travail, le bloc opératoire et les services généraux décident de ne plus accepter que les urgences, suivis par une partie du personnel qui se met en grève administrative.

Le 11 octobre, une assemblée générale convoquée par la CGT, la CFDT, FO et la CFTC, décide, à l'unanimité moins une abstention, de reconduire la grève pour le lendemain.

Les formes de lutte sont variables selon les services :

– grève administrative à toutes les caisses

– grève du personnel dans la cuisine (sauf pour la nourriture des malades)

– limitation des communications téléphoniques

– grève du personnel ouvrier sauf pour les questions de sécurité

– piquet de grève aux caisses assumé à tour de rôle par les travailleurs.

Bien entendu, les soins sont assurés.

Sur la base de cahiers de revendications établis service par service, les travailleurs ont formulé eux-mêmes leurs exigences, plaçant en premier plan l'embauche immédiate de 250 travailleurs supplémentaires (certains services tournent avec une infirmière et une aide-soignante pour 30 malades).

L'ORGANISATION DE LA LUTTE

Des assemblées générales se tiennent quotidiennement pour décider de la poursuite du mouvement. Elles sont pour l'instant préparées par l'Intersyndicale, mais à l'AG du 11 des travailleurs ont posé le problème du Comité de Grève, problème crucial dans un hôpital.

La CGT fait pour l'instant obstruction à cette perspective en camouflant l'Intersyndicale en comité de grève. Mais cette solution ne saurait satisfaire les grévistes.

Une manifestation est prévue par les travailleurs de l'hôpital pour le milieu de la semaine. Afin de la préparer, ils ont pris contact avec les organisations syndicales des différents secteurs de la Fonction Publique à Créteil (l'essentiel de la main-d'œuvre salariée de la ville).

Déjà, l'Assistance Publique a accordé 111 des 250 postes exigés... mais pour fin 73. Les grévistes ont repoussé cette première concession de l'Adminstration et continuent le combat.

le 15-10-73
Correspondants

APRES LE 11 octobre DANS LA FONCTION PUBLIQUE

nous n'en resterons pas là

Les prix alimentaires croissent au taux de 15 % l'an. Le gouvernement voudrait que les salaires des travailleurs de la Fonction Publique en restent à une progression de 6,5 % par an !

La question du pouvoir d'achat était bien au centre de la mobilisation de la Fonction Publique.

Le 11 octobre, les directions syndicales CGT et CFDT s'étaient mises d'accord sur le mot d'ordre mi-chèvre mi-chou de 3 % plus 10 points uniformes. A cette perspective ambigue, les travailleurs les plus combatifs, certaines sections syndicales (PTT, CGT Equipement, INSEE, etc...), la Taupe Rouge, ont proposé une augmentation uniforme de 40 points (300 F), un salaire minimum de 1300 F, l'échelle mobile avec un indice contrôlé par les travailleurs.

La manifestation du 11 octobre à Paris, plus importante que les traditionnelles manifestations des grèves nationales de 24 heures, reflétait exactement la combativité importante de la Fonction Publique et sa difficulté à se traduire concrètement par manque de perspectives.

Voulant « reprendre l'initiative » après les mouvements « incontrôlés » autour de la lutte des Lip, les directions syndicales ont voulu lâcher un peu la soupape pour montrer qu'elles faisaient quelque chose, en évitant soigneusement de lancer des perspectives réellement mobilisatrices. La grève nationale de 24 heures ne suffit pas pour construire le rapport de force nécessaire pour faire plier le gouvernement. Elle peut être efficace si elle constitue une réelle étape de mobilisation, c'est à dire si elle est l'occasion de mobiliser massivement les travailleurs par la préparation active de la poursuite de l'action, par la mise à jour des revendications, en associant le plus grand nombre de travailleurs.

Au cours de la manifestation du 11 octobre, les seuls mots d'ordre scandés par la direction CGT étaient : « Giscard du pognon, pas d'accordéon », « vie chère (ter), UDR répondit l'écho ». Rien sur l'échelle mobile, rien sur la poursuite de l'action !

Pourtant, de nombreux travailleurs de la Fonction Publique ont fait leur première grève depuis 68. Dans les secteurs les moins dynamiques, depuis quelques années, la grève a été massivement suivie, les records de participation depuis 5 ans battus (le Rectorat en grève à 60 %, les Chèques Postaux à 70-80 %, etc...). Mais en même temps, d'autres secteurs traditionnellement plus avancés se sont relativement moins mobilisés qu'à l'accoutumée. Si, par exemple, sur les bureaux de poste la grève était quasiment totale, un nombre important de grévistes n'a pas participé à la manifestation parce que la grève de 24 heures fixée par les directions syndicales avait une allure prononcée de « congé sans solde ». Certains aussi, écœurés par ce manque de perspectives, ont même fait « la grève de la grève ».

La responsabilité des directions fédérales est entière. Dans leur crainte de se voir débordées d'un côté et tancées (comme à la SNCF) par le pouvoir de l'autre côté, elles en restent à des initiatives chewing-gum.

Si l'unité CGT-CFDT-FO pour l'appel au 11 a joué un rôle par rapport à la mobilisation, cela est plus qu'insuffisant. Plus que jamais l'unité à la base de tous les travailleurs doit être recherchée opiniâtrement et avec audace par les sections syndicales.

La préparation de la mobilisation (AG de préparation et AG de bilan qui discute de la poursuite de l'action, organisation de tous, syndiqués et non syndiqués, pour mettre à jour les revendications, confectionner le matériel, etc...) est aujourd'hui possible dans des conditions bien meilleures qu'auparavant.

La combativité est grande, pour qu'elle se traduise par un puissant rapport de force contre le pouvoir, la détermination des travailleurs doit pouvoir se concrétiser par une préparera les prochaines forme de lutte combative, efficace. Pour que la grève de 24 heures soit non pas un enterrement mais une réelle étape de mobilisation, il faut inlassablement proposer la reconduction de l'action. La grève de 24 heures reconductible par AG du personnel répond aux aspirations des travailleurs combatifs, et ils sont légion

C'est sur cette forme de lutte, en reprenant l'ensemble des revendications escamotées le 11, que révolutionnaires et travailleurs avancés préparent les prochaines mobilisations. Déjà, les fédérations CGT et CFDT du secteur public annoncent une journée d'action pour la fin du mois et des grèves par région du 5 au 9 novembre. Pour que ces initiatives ne soient pas une nouvelle fois la traditionnelle pression sur le vote du budget, il faut d'ores et déjà préparer activement la mobilisation en en fixant les cadres de sorte que puisse être relevé le défi du pouvoir et que, s'il tente l'épreuve de force, les travailleurs y soient décidés et s'y préparent dès maintenant.

PTT

non aux grèvettes

Pour les travailleurs des PTT, c'était la *grande grève de rentrée*, la semaine d'information du 22 au 29-9 nous avait permis de mesurer le mécontentement des postiers.

Cette combativité, ce mécontentement se sont retrouvés dans la préparation de la grève du 11. Les assemblées syndicales, de personnel ont été nombreuses et *chaudes*. Mais, 3 % et 10 points uniformes plus 24 heures le 11, ce n'était pas permettre à tous de se retrouver dans la lutte ; ce n'était pas non plus répondre à la question : comment continuer à lutter ? Comment créer un rapport de force en notre faveur ?

Les travailleurs des PTT ont malgré tout participé massivement à la grève (80 %).

Lors de la manifestation, de nombreuses sections syndicales, particulièrement CFDT, ont débordé le cadre fixé par les confédérations. Les mots d'ordre :

- augmentations uniformes
- hiérarchie-division
- auxiliaires-titulaires, même patron, même combat
- l'Etat-patron doit payer
- si Giscard ne cède pas, on continue demain,

traduisent les véritables préoccupations des postiers.

Que nous propose-t-on aujourd'hui ? Des grèves pas région du 5 au 9-11 et une semaine d'action du 22 au 27-10.

Après l'exemple de la SNCF, nous disons que nous ne voulons pas de « grévettes » éclatées par secteurs, divisant de fait les travailleurs.

Pour instaurer un véritable rapport de force permettant à tous de s'investir dans la lutte, nous défendrons la grève reconductible par 24 h ou 48 h.

L'objectif : faire de notre mouvement l'affaire de tous, en centralisant notre lutte au niveau de la Fonction Publique.

DANS LES CENTRES

● Tous ceux qui étaient à la manifestation le 11 ont pu remarquer le dynamisme du cortège PTT Clignancourt. Cela n'était pas un hasard. A Clignancourt, a eu lieu une assemblée générale de préparation unitaire CGT-CFDT-FO, appelée par un tract, unitaire lui aussi. La section CFDT a en outre distribué aussi son propre tract expliquant ses interventions en assemblée générale, notamment sur la justification des augmentations uniformes. Elle a aussi fait un appel à une réunion de syndiqués et de non syndiqués pour discuter de l'action et organiser sa préparation. De nombreux travailleurs non syndiqués ont ainsi pu préparer activement la journée de 24 H, le cortège fut massif et dynamique, la grève a été suivie par la quasi-totalité du personnel.

QUAND L'INSPECTEUR S'EN MELE...

● Le 11 octobre, au bureau de poste de Paris 08, les travailleurs ont pavoisé la rue de la Boétie. Banderoles, vente de journaux syndicaux, affichage de bulletins de salaires, etc... Un flic « de passage » (« invité » par le receveur ?) apprécia assez peu. Curieux, il fit une incursion dans les locaux CGT et CFDT ! Puis, il expliqua qu'il serait bon de « plier bagage, vos petits problèmes remettent en cause la tranquillité des citoyens du 8ème arrondissement et vous détériorez le paysage ».

On ne sait pas si son salaire de flic lui pose « des petits problèmes », mais les travailleurs de Paris 08 l'assurent que la prochaine fois, ils se donneront les moyens de rester et au besoin de « détériorer »... son agressivité !

LA FEN ET LA GREVE

Chez les enseignants, le malaise était réel : baisse du pouvoir d'achat, pas de garantie de l'emploi pour les non-titulaires, projets de Fontanet inquiétants et peu précis... Autant de raisons de se mobiliser.

Mais la direction de la FEN, chantre de la politique contractuelle, avait signé avec FO, la CFTC et les syndicats autonomes de la Fonction Publique l'accord salarial de janvier 73 refusé par la CGT et la CFDT. Il prévoyait une progression de 2 % du pouvoir d'achat sur un an !

La direction de la FEN avait déposé un préavis de grève. Le conseil des ministres a royalement accordé... 3 %. La FEN a retiré son ordre de grève.

« Mieux vaut des résultats sans grève qu'une grève sans résultat » disait il y a quelques temps Ouliac, secrétaire du SNI.

Le corporatisme a-politique n'a pourtant pas un tableau de chasse reluisant à son actif.

bouly/fourmies

70 ouvrières dans un atelier sauvage

Depuis un mois les Etablissements Bouly (bas-collants) à Fourmies sont en grève. Les patrons ont déposé le bilan à la Chambre de Commerce de Paris, « en plein congé ». C'est par une coupure de presse que les travailleurs l'avaient appris.

Rouge a interviewé des militants du comité de grève

Fotolib

Un militant CGT

On travaille dans la branche la pire du textile : la bonneterie.

Sur les 524 travailleurs de l'usine, il y a plus de 400 femmes, en majorité des jeunes filles entre 16 et 18 ans.

Pour ce qui est d'endormir les gens et de pas payer cher, les Libermann (les ex-patrons) étaient champions. Il y avait un système de primes à la production. Ça entrainait des cadences infernales.

Mais les Etablissements Bouly, c'est 10 % de l'emploi à Fourmies et c'est un des rares débouchés pour les femmes.

Quand Libermann, au lieu de nous donner des comptes, est venu faire sa prière, la grève a démarré : on voulait être sûrs d'être payés. Le jour où on nous apportera la garantie d'une reconversion ou la garantie d'avoir du travail par la suite, la grève s'arrêtera. Nous ce qu'on demande, c'est la garantie du travail.

Rouge :

Comment s'organise la grève ? Quel est le rôle du comité ?

Dans un grand mouvement comme ça, on ne peut pas avoir que les délégués syndicaux.

La première semaine, ça a été une semaine de bagarre pour faire comprendre aux travailleurs l'importance du mouvement qu'on lançait. Et là, on a pu s'apercevoir que des gens, bien qu'ils n' aient pas de mandat, prenaient une part active. Il a fallu les voir et former avec eux un comité de grève, pour renforcer les délégués. L'idée du comité a été soumise au personnel, mais il n'a pas été élu. Tous les travailleurs qui mènent le combat prennent des responsabilités. On se réunit tous les jours au matin. Et chacun a sa tâche. On fait le compte-rendu de la grève, savoir ce qui a été, ce qui n'a pas été...

Rouge : Il y a maintenant un atelier qui fonctionne depuis 15 jours au premier étage de la MJC. 70 filles (contre 15 au début) y travaillent aujourd'hui, mais ce n'est pas la production de l'usine qui continue. Pourquoi ?

Un militant CGT

L'atelier a deux buts. Beaucoup de filles sont très jeunes, très dépendantes des parents. Au bout de la 3ème semaine, il y a eu des difficultés avec les familles, sur le fait que comme il n'y a pas tellement à faire au piquet de grève, on voyage un peu en ville, on va au café... surtout que ce sont des jeunes filles !

C'est là où Micheline a dit : si on avait quelque chose à faire, on viendrait plus nombreuses, ça irait mieux. On a essayé de monter un atelier. *C'est une bonne solution.* On travaille. Ça garde présent le personnel. On a de l'argent en plus. Ça fait prendre conscience à la population.

Micheline :

L'atelier est au centre des actions de solidarité. En premier on demande de la matière première pour travailler : de la laine, du tissu, de la dentelle, des boutons. Tout ce que les filles peuvent travailler de leurs mains.

On appelle la population à acheter les objets qu'on fait. Ça rentre de l'argent, ça encourage aussi nos filles.

On a quand même ici des femmes qui ont entre 3, 4 enfants. Vivre un mois avec 20 000 anciens francs, c'est pas possible. On peut pas vivre avec ça.

On développe la solidarité : les usines, des commerçants de la ville nous aident. Tous les Comités d'Entreprise du bassin de la Sambre nous répondent. On a le soutien des Unions Départementales de Lille, Roubaix, Tourcoing.

On montera jusqu'à Paris s'il le faut.

Correspondant.

points chauds

LAVAL EN MAYENNE, A L'HEURE DES GREVES GENERALES.

A Laval, pour la plupart les usines ont à peine 10 ans. Elles ont recruté une main d'oeuvre à la campagne, en majorité de jeunes paysannes qui s'embauchent en ville, dans les nouvelles industries LMT, Thomson, etc... Les 4/5 des emplois créés, des OS, les 2/3, des femmes.

A Laval, « le climat était bon pour l'industrie » : prime à la décentralisation, bas salaires (38 % inférieurs à ceux de la région parisienne). Le 26 septembre, les usines LMT (2300 personnes) sont occupées; le 2 octobre, la Thomson (700)... bientôt une douzaine d'entreprise. (métallurgie, électronique, textile). Le plus souvent c'est leur première grève.

Partout on demande une réévaluation des salaires pour rattraper ceux de Paris : à la SCOMAM (filiale des usines Chausson) une nouvelle grille vient d'être obtenue : 250 à 300 frs d'augmentation pour égaliser les salaires de l'usine de Laval à ceux de Gennevilliers.

Toute la ville est touchée ; même les petites entreprises, comme les charpentes métalliques des frères Gruau, même Duchemin, même les Coutils Levallois.

Comités de soutien, défilés dans la ville, repas gratuits aux enfants des grévistes par la municipalité (socialiste).

Plus de 6000 ouvriers en grève dans une ville de 50 000 habitants.

Laval n'avait jamais connu ça.

GREVE A COFRADEL

Cofradel c'est un des géants de la distribution lyonnaise qui possède les magasins Mammouth et Suma. Ce sont aussi les salaires les plus bas de la distribution. Pour 42 h et 3 ans d'ancienneté une caissière gagne 1005 F nets. A Suma, pour 10 ans d'ancienneté, une caissière gagne 990 F nets. Le personnel de Mammouth et de plusieurs Suma est en grève depuis deux semaines. Ils demandent 60 à 100 F d'augmentation uniforme dans chaque magasin ; mais augmentation inégale d'un magasin à l'autre afin de supprimer les inégalités de salaires, en plus des 4,5 % prévus par la direction.

Ils demandent de meilleures conditions de travail. Jusqu'à présent la direction refuse de négocier. La grève s'organise pour frapper au maximum la direction à la caisse. Des piquets appellent la clientèle à boycotter le magasin ; les grévistes bloquent le parking de Mammouth et expliquent leur lutte aux clients par tracts.

Impulsée par la direction CFDT, la grève est animée par un comité de grève central qui regroupe le représentant de tous les magasins en grève. Des AG quotidiennes ont lieu dans les magasins avec discussion sur les formes de lutte.

La grève est popularisée par plusieurs comités de soutien de plusieurs quartiers qui font des collectes et distribuent des tracts.

Jusqu'à présent, les tentatives de la direction pour faire évacuer le parking ou par arrêt de justice ou par la maîtrise directement, ont échoué.

Madame Niet aux prises avec ses salariés. LES ECHOS

Madame Beytout patronne des Echos a un principe : répondre niet à toute revendication de ses salariés. Ceux-ci, employés, cadres et journalistes ont déposé le 29 septembre un cahier de revendications comportant une amélioration du pouvoir d'achat par l'institution d'une échelle mobile des salaires et un allègement des charges du travail.

Madame « Niet » faisant la sourde oreille, les salariés ont débrayé le 2 octobre, comme ils l'avaient déjà fait en 1970 et en 1972 Trop confiants, ils ont suspendu leur grève le 6 sur promesse de négociations.

il ne fallut pas moins de trois réunions pour que madame « Niet » accorde quelques miettes.

Aussi, par 84 voix sur 110 présents (le journal compte 154 salariés), la grève a repris.

CHELLES : 6 ENTREPRISES EN GREVE

Ciment Français, Sopaluna, Forges de Chelles, Cottez, Motol, Monagaz. Plus de 500 ouvriers sont partis en grève le 9 octobre. Aujourd'hui, 4 des entreprises ont repris. La grève continue encore à Motul et à Monagaz sur les salaires et l'emploi.

A Motul, le PDG (qui reconnaît qu'on ne peut pas vivre à moins de 2000 F par mois !) refuse d'avancer l'échéance prévue pour l'augmentation des salaires, « *ce serait la facilité..., c'est moi qui l'ai faite cette usine, je ne peux pas* » ... Il faudra bien pourtant qu'il cède.

Chez Monagaz, les travailleurs ont débrayé contre les menaces de licenciements. Ils ont envoyé une lettre aux grévistes : pas question de licenciements dans l'immédiat, mais plus tard peut-être des compressions de personnel seraient-elles inévitables... Joli cynisme !

Le combat continue. La solidarité commence à s'organiser.

CLERMONT-FERRAND, REPRESSION ANTI-SYNDICALE

Le patronat clermontois montre les dents. Déjà Belin, le plus gros promoteur immobilier de la région, a licencié des travailleurs à la suite d'une grève de plusieurs semaines et trainé en justice 4 responsables locaux de la CFDT.

A l'Agence Locale de l'Emploi, l'administration veut décapiter la section CGT. Ses trois dirigeants sont affublés d'une note « 3 » qui signifie en langage officiel : « personnel dont il faut envisager le licenciement ». Motif : les syndicalistes ne respectent pas le « neutralité » de l'Agence en fourrant leur nez dans les tripatouillages du marché de l'emploi.

Pour ne pas être en reste, François Michelin, le plus réactionnaire parmi les réactionnaires, interdit l'accès du local syndical au secrétaire du syndicat CGT Michelin, J.-J. Perrier, qui vient de se mettre en disponibilité pour assumer ses responsabilités syndicales. Cela ne peut rester sans riposte.

MOTOROLA

Motorola : l'un des premiers trusts mondiaux de l'électronique. Motorola Toulouse : 1700 salariés (75 % de femmes) 970 frs par mois, cadences éprouvantes, un syndicat maison au service du patron, une maîtrise nombreuse et musclée. Depuis le 4 octobre, suite à deux débrayages des équipes de nuit, plus de 50 % du personnel productif est en grève pour imposer 1250 frs minimum à l'embauche.

La direction réagit. Elle fait foncer ses larbins de maîtrise sur le piquet de grève : deux grévistes blessés. Elle fait couper le grillage de cloture et les chefs d'équipe forcent les filles à rentrer travailler par la brèche. Elle recourt au chantage : lettres individuelles et visites à domicile.

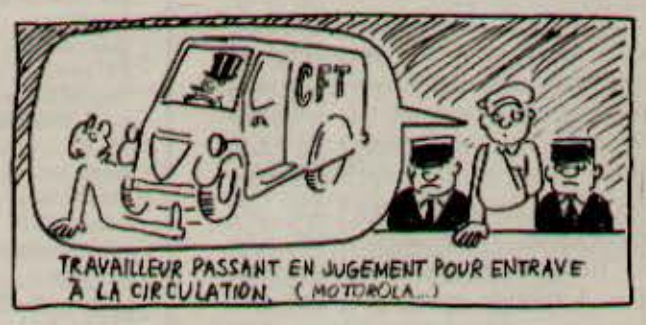
Après cinq jours de lock-out, changement de tactique : la direction propose la levée du lock-out, moyennant le respect de la liberté du travail. Le calcul est simple : désarmer les grévistes, dissoudre les piquets, en multipliant les pressions sur les non-grévistes.

La direction CGT tombe dans le panneau tandis qu'une minorité de la CGT et FO proposent le maintien des piquets.

Dès la levée du lock-out, la direction rompt les négociations et attend l'effritement. Mardi, nous en sommes là ; l'A.G., avec l'appui des UD appelle à une manifestation de soutien sur la ville.

Les militants révolutionnaires ont posé la question des comités de grève, d'autant plus que le taux de syndicalisation est faible. La CGT a accepté un tel comité pour ne pas être mise en minorité sur ce point en A.G.. Mais l'absence de traditions de lutte, et les manœuvres de la fraction PCF tendent à réduire ce comité au rôle d'auxiliaire des syndicats. Le comité de grève est composé d'une quarantaine de volontaires non élus et n'a pas accès aux négociations.

Avec ses limites, il joue un rôle important et se réunit régulièrement. Il regroupe les militants combatifs, exerce un certain contrôle sur les délégués syndicaux, bref, il joue un rôle à mi-chemin entre un réel comité de grève et un comité d'action type LIP. Tel que il constitue un acquis important.



La lettre ouverte adressée « aux participants à la Conférence des Partis Communistes de Budapest, camarades J. Kadar, W. Rochet, L. Longo et copie au camarade L. Brejnev », écrite par Grigorenko en collaboration avec le vieux bolchévik Kostérine le 13 février 1968, constitue un document exceptionnel, aussi rare qu'intéressant. Il s'agit en effet d'un des très rares textes où l'opposition tente une analyse de la nature de l'Union Soviétique.
Et il s'agit du seul exemple d'une analyse marxiste.

Grigorenko n'est pas un théoricien, il est un militant communiste ; pour lui, ce qui est essentiel, c'est la référence au léninisme, libéré des falsifications staliniennes et post-staliniennes. Pour Grigorenko, il est donc naturel d'utiliser le marxisme comme instrument pour sa bataille anti-bureaucratique.
Et il est particulièrement intéressant et significatif que les conclusions de Grigorenko soient proches de celles du marxisme-révolutionnaire.

Mais Grigorenko ne se pose pas seulement le problème de la nature de l'URSS, de l'histoire de sa dégénérescence bureaucratique. Un autre problème le préoccupe, et pas seulement d'une façon marginale, si l'on en juge par la place qu'il lui consacre : c'est la crise du mouvement communiste international et les moyens de la résoudre. Il s'agit, là aussi, d'un fait hors du commun pour le mouvement d'opposition soviétique, toujours préoccupé uniquement des problèmes internes du pays.
Particulièrement intéressantes sont les solutions à la crise proposées par Grigorenko, car elles reprennent intégralement les conceptions léninistes de la vie du Parti et de l'Internationale, compte tenu de la nécessité de prévenir le danger de déformations bureaucratiques.
En fait, avec son programme, Grigorenko cherche, plus ou moins consciemment, une liaison avec les forces marxistes et révolutionnaires occidentales.

En Union Soviétique, on est encore bien loin de cette reprise de la continuité historique avec l'Opposition de Gauche qui constitue non seulement notre objectif, mais la prémisse essentielle pour la réalisation de la révolution politique anti-bureaucratique.
Dans cette phase, la tâche principale de tous les militants de la gauche révolutionnaire doit être de manifester une solidarité active avec les nombreuses victimes de la répression bureaucratique en URSS et dans les autres pays de l'Est, en particulier avec les camarades qui ont mené et continuent de mener une lutte courageuse contre la bureaucratie avec le plus de cohérence et de clarté politique.
Dans le cadre de cette campagne de solidarité, il faudra donner une place privilégiée aux actions pour imposer la sortie du militant communiste Piotr Grigorenko de l'hôpital psychiatrique dans lequel il est enfermé.

UN INEDIT DE GRIGORENKO

le dernier cercle

Tout le monde sait qu'il y a un demi-siècle, le communisme est passé de la théorie pure à la pratique et qu'à partir de ce moment-là on a commencé à en discuter non plus sur la base des livres et des déclarations de ses chefs et théoriciens, mais sur la base du cheminement effectif de l'Union Soviétique.

Ce cheminement, dans les premières années, a été un exemple inspirateur pour les travailleurs du monde entier. Malgré l'opposition des ennemis et les énormes difficultés d'ordre intérieur, les ouvriers et les paysans ont réussi à défendre le pouvoir qu'ils avaient conquis et le pays, dirigé par des hommes qu'ils avaient choisis, remportait de nouveaux succès :

– dans une période historique extrêmement brève, il est passé d'un état semi-barbare à un haut niveau de développement économique :

. on a réalisé le plus difficile de tous les processus sociaux : on a collectivisé les petites et les très petites exploitations paysannes, on a créé des complexes agricoles mécanisés qui sont parmi les plus grands du monde,

. on a effectué une véritable révolution culturelle : les masses les plus larges du peuple ont eu accès à la science, se sont familiarisées avec la culture et l'art.

Les larges masses des communistes à l'intérieur du pays et l'opinion communiste au-delà des frontières ne savaient comment et par quelles méthodes tout ceci avait été réalisé et donc ne se posaient pas le problème de savoir si ces succès avaient un caractère effectivement socialiste. Les citoyens soviétiques et nos amis de l'extérieur étaient positivement impressionnés par le fait que tout ceci avait été réalisé par les travailleurs, sans propriétaires fonciers et sans capitalistes, sans bureaucrates tsaristes et sans aide extérieure – sans prêts étrangers, sans contribution et sans exploitation coloniale d'autres peuples, dans une situation d'encerclement capitaliste. Il faut en effet s'arrêter en particulier sur le problème de l'encerclement. L'intervention étrangère, puis le blocus créèrent comme réaction la tendance à tout faire avec nos propres forces. Cette réaction naturelle, saine, a dégénéré, avec le temps, en un isolationisme réactionnaire.

déformations bureaucratiques

La propagande bourgeoise, hostile et calomnieuse, fit que nos amis extérieurs se refusaient à croire toute information venant de cette source, pendant qu'à l'intérieur de l'Union Soviétique, surtout parmi la nouvelle intelligentsia, on vit se développer la tendance à ne donner aucun élément d'information sur nos défauts, de peur de fournir des armes à cette propagande. Cette attitude eut pour résultat que, non seulement dans les rapports avec l'étranger, mais même à l'intérieur du pays, on commença à cacher les phénomènes négatifs, à parler de ces phénomènes uniquement au sein des réunions des dirigeants du parti et de l'Etat.

Staline utilisa très habilement les réactions aussi bien intérieures qu'extérieures à la propagande contre l'URSS. En instaurant une censure féroce, en interdisant aux citoyens soviétiques sous peine de mort tout contact avec les étrangers, en faisant du mensonge un instrument systématique de sa politique, Staline réussit à obtenir que ne circulent sur la vie soviétique que des informations qui le montrent sous un jour favorable. Tout succès – réel ou inventé – était gonflé triomphalement ; toute erreur ou tout échec étaient imputés aux manœuvres de l'ennemi ou étaient niés.

La bureaucratie fut pour Staline d'une aide précieuse. En mourant, le grand Lénine mit en garde les communistes soviétiques en les prévenant qu'il leur laissait en héritage non seulement le pouvoir soviétique mais « un pouvoir soviétique avec des déformations bureaucratiques ». Lénine souligna à ce propos que le bureaucrate est l'ennemi principal et le plus terrible du pouvoir soviétique. Malheureusement, le parti n'écouta pas cet avertissement et la bureaucratie soviétique se renforça de plus en plus. Peut-être inconsciemment la bureaucratie se rendait-elle compte que les masses représentaient le plus grand danger pour son pouvoir. C'est pourquoi, lorsque des tendances à la limitation de la critique ouverte des erreurs se firent jour parmi les masses, les bureaucrates appuyèrent activement ces tendances et les exploitèrent à leur fin. Lorsque Staline voulut se libérer du contrôle du

« L'histoi
et de l'Etat s
falsifiée à tel
a honte d

« Staline et l'appareil qu'il dirigeait échappaient au contrôle des masses »

parti et des masses travailleuses, la bureaucratie lui fut d'un grand secours, car de cette manière elle pouvait se libérer elle aussi du seul contrôle qui lui faisait peur : le contrôle de la base.

De cette manière, Staline et l'appareil qu'il dirigeait échappèrent au contrôle des masses à l'intérieur du pays et à la critique des partis communistes du reste du monde. Il en résulta que l'expérience de la construction d'une société rêvée (imaginée) par les meilleurs esprits de l'humanité, au succès de laquelle étaient intéressées les plus larges masses de travailleurs dans le monde entier, finit entre les mains d'une poignée de « prêtres du communisme » qui agissaient dans le secret de leurs bureaux en présentant tout ce qu'ils faisaient comme le meilleur résultat du génie humain. En d'autres termes, à l'expérience scientifique qui était la première tentative de construire une société socialiste succédèrent des conditions qui ne pouvaient assurer le développement correct d'une telle société.

La pire des choses fut que personne n'eut la possibilité de révéler et d'analyser les erreurs de cette expérience. En Union Soviétique se déchaîna rapidement une répression terroriste de masse qui frappa non seulement l'opposition réelle mais aussi tous les critiques potentiels du régime stalinien. Cette répression se développa dans une situation extrêmement favorable à Staline. La masse fondamentale de la population était convaincue des intrigues des ennemis, de leurs efforts constants pour saboter, de leur capacité de pénétrer dans nos rangs à tous les niveaux, en se faisant passer habilement pour des amis. Le peuple croyait aussi que le pays était en train d'édifier avec succès une société socialiste.

Même parmi ceux qui tombèrent dans les mains des tortionnaires de Staline et de Béria, nombreux sont ceux qui ne réussirent pas à comprendre, pendant longtemps, ce qui était en train de se passer. Il leur semblait qu'il s'agissait d'une épouvantable erreur, des intrigues de l'ennemi de classe, que leur parti, que leur régime finiraient par se rendre compte de tout cela et qu'en attendant, il fallait supporter et accepter.

Ils ne se rendaient pas du tout compte qu'il se produisait un phénomène tout à fait inédit, jamais vu dans l'histoire, qu'un peuple entier était passé au rouleau compresseur par la machine bureaucratique. Celle-ci visait à transformer en exécutants muets de la volonté d'autrui, non pas des masses ignorantes opprimées par le besoin, mais des gens qui ont accès à la culture, qui ont obtenu les meilleurs résultats sur le plan de la science contemporaine, de la littérature et de l'art. Pour atteindre cet objectif, on employa les méthodes les plus inouïes. Si dans le passé on adoptait l'extermination seulement lorsqu'il s'agissait de réduire à l'obéissance des troupes rebelles, durant cette période, tout un peuple fut traité plus férocement que les troupes rebelles d'autrefois.

un centième de vérité

Mais, jusqu'à la guerre, aucun de nos amis de l'étranger ne pouvait connaître cette réalité. Pendant la seconde guerre mondiale, l'Union Soviétique apparut aux yeux de tous les peuples comme le pays qui libérait la terre de la tyrannie inhumaine du nazisme. Les forces progressistes du monde entier avaient une profonde estime pour notre pays et ne voulaient rien entendre de mal sur son compte.

Aussi les cris des hommes torturés dans les prisons de Béria et les plaintes de millions de libérateurs des peuples européens, qui mouraient dans les espaces infinis de la Sibérie et de l'Extrême-Orient ne parvinrent pas, pendant longtemps, aux oreilles de l'opinion publique mondiale. Le froid impitoyable et les maladies fauchaient ces hommes à demi-nus, affaiblis par la faim, par les fatigues insoutenables, par les conditions insupportables et par les traitements inhumains, pendant que le monde écoutait les hymnes triomphants et les informations hypocrites sur la vie heureuse que le « grand chef et maître », « notre cher et aimé Staline » aurait donnée au peuple.

Et cependant, les temps avaient changé dans le monde d'après-guerre. L'accès au pouvoir des partis communistes dans une série de pays de l'Europe sud-orientale et centrale ainsi qu'en Asie et surtout la révolution chinoise, provoquèrent un affaiblissement de l'URSS dans le mouvement communiste mondial. Le rêve léniniste d'une « Union Mondiale de Républiques Socialistes Soviétiques » non seulement ne fut pas près de se réaliser, mais on peut même dire qu'il s'éloigna. Les forces centrifuges commencèrent à se manifester avec force à la mort de Staline. Aucun des dirigeants des nouveaux Etats socialistes n'avait plus envie de trembler face à la machine (l'appareil) stalinienne de destruction des personnes non appréciées. Ce fait et quelques autres phénomènes de la vie intérieure de l'Union Soviétique obligèrent justement la direction du PCUS à dénoncer partiellement les années sombres de l'ère stalinienne.

Toutefois, le XXème Congrès ne fit pas toute la lumière sur ce qui était arrivé. A ce congrès, on ne dit pas toute la vérité, pas même la moitié, ni un centième de la vérité. Au congrès, on révéla, dans une forme modérée et avec des déformations la part la plus petite de vérité sur un seul problème – celui des délits commis pendant la période stalinienne. Mais, en ayant dit si peu de choses, les dirigeants du PCUS prirent peur et aussitôt après le congrès, ils commencèrent à ondoyer : tantôt « Staline était une sentine d'horreurs », tantôt « nous ne permettrons à personne d'offenser Staline ». Le fait est que ces délits n'avaient pas de sens en soi mais étaient simplement la conséquence d'un certain système de direction de l'Etat. La vérité, toute la vérité était beaucoup plus terrible : toute l'évolution de l'URSS n'avait rien en commun avec la théorie du marxisme-léninisme. Ceci est démontré par les éléments suivants :

I) Le régime social créé sous la direction de Staline n'a pas été en mesure de donner une productivité du travail plus élevée que le capitalisme. Et c'est là, d'après la doctrine marxiste, le critère principal pour la détermination de l'existence effective du nouveau régime social.

II) L'Union soviétique non seulement n'a pas pu réaliser l'objectif principal de la révolution prolétarienne – à savoir la destruction de l'Etat grâce au dépérissement de son activité politique – mais elle n'a même pas ouvert la voie vers un tel objectif. En effet, le processus qui a fait suite à octobre a suivi la voie de toutes les révolutions précédentes, c'est-à-dire il a créé un appareil oppressif encore plus parfait que celui qui existait avant Octobre. Selon la théorie marxiste-léniniste, au contraire, il était nécessaire de détruire, de rompre le vieux mécanisme de l'Etat et de le remplacer par « Un Etat en voie d'extinction » qui « commencerait immédiatement à s'éteindre et ne pourrait pas ne pas s'éteindre. »

III) Au lieu de l'élargissement illimité de la démocratie prévu par la théorie marxiste léniniste, la démocratie fut liquidée entièrement sans laisser aucune trace. Et fut créé un Etat incroyablement totalitaire. Toute la vie de la société soviétique est monstrueusement centralisée. Il n'existe dans le pays aucune organisation autonome de la population. Non seulement l'appareil du parti et de l'Etat, mais aussi les syndicats, les associations scientifiques et culturelles, les communautés religieuses, les rédactions, les maisons d'édition, etc... sont tous des pseudopodes d'un seul appareil bureaucratique, largement ramifié, dirigé par un seul centre et contrôlé par un organisme créé uniquement dans ce but (actuellement cet organisme s'appelle le KGB).

Cette pieuvre bureaucratique gigantesque pénètre toute la société et en étouffe les forces vives. On ne peut entreprendre aucune action sociale organisée si elle n'est prévue et autorisée par l'instance bureaucratique supérieure. Les activités religieuses elles-mêmes ne sont possibles qu'à cette condition. Les réunions, meetings, manifestations et autres activités organisées par l'appareil bureaucratique sont réalisées ou suivant des modèles bien connus ou suivant des mises en scène soigneusement préparées. Personne ne peut dire ou faire quelquechose de différent, si cela ne correspond pas à la volonté des organisateurs.

bavardages démagogiques

Tout cela ne se réfère pas seulement aux hommes de la rue, mais encore aux fonctionnaires de la hiérarchie bureaucratique à tous ses niveaux et même aux savants, aux écrivains, aux artistes. Toute personne ayant tenté de résister à ces méthodes a été éliminée ou a été complètement isolée de la société. Boulgakov, Mandelstam, Pilniak, Platonov et des centaines d'autres hommes de lettres, savants, et artistes qu'il serait trop long d'énumérer, font partie de ceux qui ont cherché à défendre leur droit à la libre expression des idées et des sentiments, qui ne voulaient pas dire ou faire ce qui leur était commandé si cela allait contre leurs convictions....

Les discours sur le parti, sur son rôle dirigeant pendant la période de la dictature personnelle de Staline ne sont que des bavardages démagogiques dépourvus de sens et ne correspondant pas à la réalité. Le parti, pour employer l'expression de Gramsci, n'était à ce moment là « ...qu'un simple exécutant qui ne discute pas... Son nom est une simple métaphore de caractère mythologique ».

Il s'agissait en effet de la faillite complète de la première tentative de

re du parti
oviétique est
point, qu'on
e la lire »

l'humanité de créer un régime social plus juste que le capitalisme. Personne (à moins qu'il ne s'agisse d'un fou) ne voudrait remplacer le capitalisme le plus rétrograde par un semblable « socialisme ». Il est possible que ce soit justement pour cette raison que ceux dont tout cela dépendait s'opposaient à la révélation de la vérité.

Mais nous savons tous qu'on ne peut cacher la vérité, et elle commença à être connue de plus en plus largement. Mais comme on s'entêtait à la cacher et qu'elle était répandue surtout à travers les canaux bourgeois, les gens commencèrent à penser que le système soviétique et le communisme étaient la même chose.

C'est justement sur ce terrain que s'est développée la crise actuelle. C'est dans le système soviétique que l'anti-communisme puise des arguments pour lutter contre le mouvement communiste mondial. Dans une telle situation le mouvement communiste mondial pouvait se sauver, en tant que courant idéologique, d'une seule manière : en se séparant nettement et sans compromis du système « socialiste » de l'URSS. Mais cela ne fut pas fait et la responsabilité en retombe en premier lieu sur le PCUS.

Après le XXéme Congrés, la direction de notre parti non seulement ne s'est pas engagée à corriger le processus anti-communiste du stalinisme, mais elle a commencé à faire de plus en plus obstacle à sa dénonciation. La ligne tendant à un retour complet au stalinisme s'est exprimée très clairement surtout après le XXIIIéme congrés du PCUS.

Actuellement la censure ne permet la publication d'aucun document qui révèle le caractère véritable de la domination stalinienne. Officieusement il est même interdit d'employer l'expression « culte de la personnalité ». Et au contraire on encourage tout ce qui est plus ou moins ouvertement en faveur de Staline. Nous observons la même tendance dans les déclarations officielles des dirigeants du parti et de l'Etat.

(Grigorenko cite des déclarations de Brejnev et d'Andropov qui confirment son affirmation).

C'est de cette manière que s'effectue la préparation psychologique, si l'on peut dire, à la renaissance du stalinisme dans toute son ampleur. Des succés semblables ont été obtenus dans le domaine de sa renaissance pratique.

Nous savons que les changements qui ont eu lieu dans le pays après le XXéme congrés ont touché seulement les manifestations les plus repoussantes du stalinisme sans arriver à ses racines.

Par exemple on a mis fin aux répressions de masse et aux tortures bestiales. Toutefois la possibilité de leur reprise persiste puisque, comme pendant la période stalinienne, le mécanisme de la justice n'agit pas publiquement et que les organes du KGB (sécurité de l'Etat : police politique) agissent comme par le passé en dehors de tout contrôle.

Un phénomène positif s'est produit : c'est un certain nivellement du niveau de vie de la population, et bien qu'il en soit résulté un abaissement du niveau de vie des ouvriers des villes, des ingénieurs et des techniciens ainsi que des employés d'un niveau inférieur, au moins les kholkosiens ne meurent plus de faim.

D'autres changements, d'une plus faible portée, sont intervenus. Mais pour l'essentiel, les éléments caractéristiques du régime stalinien sont restés et le pouvoir les défend avec entêtement.

Certains symptômes de démocratisation de la vie intérieure du parti, qui s'étaient manifestés après le XXème Congrés, ont été depuis longtemps supprimés. Les membres du parti n'ont aucun droit et ont un seul devoir : obéir sans discuter à l'appareil du parti, de l'Etat et de la production. Même les organes de la sécurité de l'Etat ont récupéré leurs anciens privilèges ; on sait qu'après la liquidation de Beria et l'abolition de ses systèmes, leur activité fondamentale avait été limitée à l'espionnage et au contre-espionnage. Aussi le personnel de ces organismes avait été fortement réduit et on avait nommé à leur tête un spécialiste du contre-espionnage. Or, ces services sont à nouveau, comme sous Staline, orientés surtout vers la lutte contre la protestation populaire à l'intérieur du pays, y compris les organisations du parti. De même on est revenu au personnel d'avant et leur direction est de nouveau passée aux mains d'un homme politique qui fait partie de l'élite de l'Etat et du parti. Actuellement, le Comité pour la Sécurité de l'Etat (KGB) n'est un comité que de nom. De par son importance, de par le nombre des personnes employées il est redevenu un super-ministère, comme aux temps de Beria.

« A une échelle plus réduite que sous Staline, la politique de génocide continue. »

grigorenko

PiotrGrigorevic Grigorenko est né en 1907 à Borisovka (Ukraine), dans une famille de paysans pauvres. En 1920, il est engagé comme apprenti mécanicien au dépôt ferroviaire de Berdjansk. A Borisovka, il avait l'organisateur de la cellule du Komsomol. En 1927, il est secrétaire du comité d'atelier du Komsomol de l'usine métallurgique où il a été transféré entre-temps et il entre au parti. La même année, il commence à étudier à la « faculté ouvrière » (rabfak), en 1929 il entre à l'institut technologique de Kharkov, en 1931 il est « mobilisé par le CC du PC (b) » à l'académie technico-militaire. Après trois ans de servive dans le génie il entre, en 1937, à l'Académie du Quartier Général. Dans les années suivantes, il est en service en Extrême-Orient et il participe à des engagements contre les Japonais. En 1943, il est envoyé, sur sa demande, sur le front occidental où il reste jusqu'à la fin 1945 : il est blessé deux fois et décoré de cinq ordres et six médailles.

Il finit la guerre avec le grade de colonel, bien qu'au début de la guerre il ait reçu une punition du parti pour avoir exprimé des doutes sur la préparation du pays et sur la responsabilité de ses dirigeants (il est intéressant de rappeler que pour des raisons analogues — critiques à Staline pour la manière dont est menée la guerre — Kopelev et Soljenitsyne sont arrêtés et envoyés en camp de concentration).

Après la guerre, Grigorenko enseigne la cybernétique à l'académie du Quartier Général. Il publie 78 travaux scientifiques dans ce domaine. Après 1956, il est promu général.

En 1961 il intervient à la conférence du parti de l'académie en critiquant le « culte renaissant de la personnalité de Kroutchev ». Il est aussitôt écarté de son poste d'enseignant, il reçoit une punition du parti (« reproche grave ») et est envoyé en Extrême-Orient dans un poste bien moins important. Au cours de l'automne 1963, dans le cadre des discussions qui s'engagent lors du XXIIème congrés, il forme un groupe : l'Union de lutte pour la renaissance du léninisme. Ce groupe étudie : « L'Etat et la Révolution », écrit des tracts sur la répression des émeutes de Tbilissi, Novocerkassk, Temir-Tau. Un des tracts avait pour titre : « Pourquoi il n'y a pas de pain ». A propos de ce tract une des « autorités » dira plus tard à Grigorenko : « dans ce tract on dit les mêmes choses qu'a dites Brejnev au Plenum, mais d'une façon plus concise et avec plus de clarté ». Le malheur pour Grigorenko ce n'est pas d'avoir dit ce qu'il a dit mais de l'avoir dit une année et demi avant le parti. Le 1er février 1964, Grigorenko est arrêté en même temps que d'autres membres du groupe. Il est reconnu fou et enfermé dans un asile criminel. En même temps (ce qui n'est pas très logique) il est dégradé au rang de simple soldat et expulsé du parti. Toutefois il réussit à se faire libérer le 23 avril 1965 sous couvert d'invalidité du IIéme groupe, qui devient après un mois invalidité du IIIème groupe. Après six autres mois, il est reconnu comme sain mais n'est pas réintégré dans l'armée ni dans le parti. A partir de ce moment il prend part à l'activité de l'opposition dont il devient un des représentants les plus en vue. En particulier, il tente et il réussit à établir, avec le vieux bolchévique Kostérine, une liaison entre les groupes intellectuels de l'opposition et le mouvement des nationalités opprimées, notamment celui des Tatars de Crimée, déportés encore aujourd'hui en Asie centrale. Il écrit, entre autres, un important pamphlet où il démontre avec documents à l'appui la responsabilité du stalinisme dans l'impréparation de l'URSS au cours de la première période de la seconde guerre mondiale (ce document a été diffusé en URSS dans le Samizdat).

Au mois de mai 1969, il se rend à Tachkent pour participer au procès des représentants des Tatars de Crimée, sur la base d'une requête signée par plus de 2000 Tatars pour qu'il intervienne comme défenseur public. Le 7 mai, il est arrêté. L'expertise psychiâtrique sur place le reconnait sain d'esprit, mais après de fortes pressions de Moscou, elle est reconsidérée et Grigorenko est déclaré atteint de « manies paranoïaques de réformes à caractère permanent » qui requièrent « une cure forcée dans une clinique psychiâtrique spéciale ». Depuis lors, Grigorenko est détenu dans un asile d'aliénés, dans des conditions épouvantables qui pourraient vraiment le rendre fou. Tous les six mois, il est interrogé par une commission du KGB qui, jusqu'à présent, a toujours confirmé le diagnostic initial.

(Pour des raisons de place dans notre traduction de la lettre de Grigorenko nous avons omis quelques passages se référant à la discussion des problèmes spécifiques de la Conférence de Budapest).

La caractéristique principale du régime stalinien, à savoir l'usage du mensonge et de la terreur en tant qu'instrument du pouvoir, est restée la même. Il est vrai que cette terreur ne se manifeste plus aussi ouvertement et ne prend plus de formes aussi hideuses qu'en ces temps lointains. Par contre le mensonge a atteint des niveaux incroyables. Ils mentent ouvertement, dans la presse, à la radio, à la télévision. Ils mentent même en cachette : dans des réunions non publiques, dans les conférences, les rapports, les conversations, etc...

Le mensonge est utilisé ouvertement pour montrer, sous un jour favorable aux dirigeants, notre vie économique et sociale, pour falsifier des événements qui ont eu lieu, pour gonfler certains succès, pour passer sous silence certains échecs... Particulièrement graves sont les falsifications des événements historiques.

L'histoire du parti et de l'Etat soviétique est falsifiée à tel point qu'on a honte de la lire. Les mêmes épisodes ont été racontés de manière différente selon les années, mais dans tous les cas on a menti. Même le massacre horrible et illégal accompli par Staline contre ceux qu'il considérait comme des concurrents désireux de le supplanter (les meilleurs élèves et les plus proches compagnons du grand Lénine, de vrais communistes, des bolchéviques comme Boukharine, Zinoviev, Kamenev, Rykov et bien d'autres) est encore caractérisé aujourd'hui comme un fait positif, comme la liquidation des pires ennemis du socialisme. Toute tentative pour rétablir la vérité historique est durement poursuivie. Il n'y a pas longtemps on a exclu du parti A.M. Nekric uniquement parce qu'il a osé lever un peu le voile sur les secrets de la préparation criminelle à la seconde guerre mondiale. (Grigorenko donne ici des exemples de mensonges « cachés » contre les oppositionnels).

On continue à cultiver le mensonge au plus haut niveau, dans la loi fondamentale du pays, dans sa Constitution. Ce document a encore aujourd'hui un caractère purement déclamatoire, il sert seulement pour créer à l'étranger le mythe qu'en URSS les travailleurs ont tous les droits et les libertés démocratiques.

malheur à lénine

En fait le Code pénal ignore complètement cette partie de la constitution. On trouve dans le Code un article par lequel on peut supprimer toutes les libertés constitutionnelles (il s'agit de l'article sur les menées anti-soviétiques). Il existe des articles analogues seulement dans les législations des pays à dictature fasciste. Aucun pays démocratique bourgeois n'a un article de ce genre. Même aux Etats-Unis, où la monopolisation et le conformisme ont atteint des niveaux très élevés, on n'a pas pu faire passer la loi sur les activités anti-américaines. Mais dans notre pays, à présent, même cet article anti-populaire a paru insuffisant. On a adopté de nouvelles lois draconiennes contre les oppositionnels possibles.

C'est ainsi qu'en septembre 1966 ont été adoptées deux annexes au Code pénal qui abolissent totalement les droits constitutionnels des citoyens – la liberté de parole, de presse, de réunion, de manifestation, et même la plus grande conquête de la classe ouvrière, le droit de grève. Ces annexes ont été adoptées dans le plus profond secret, on les a cachées au peuple sous la couverture de la lutte contre le banditisme.

Les camps de détenus politiques, aujourd'hui comme sous Staline, ne sont pas très différents des camps de concentration hitlériens.

Comme autrefois, il n'y a pas en URSS de procès ni d'instruction (au sens normal du terme) pour les « délinquants » politiques.

(Grigorenko donne ici une série d'exemples concrets d'illégalités commises contre des oppositionnels.)

Même si c'est à une échelle plus réduite que sous Staline, la politique de génocide continue et a pris des formes et des méthodes particulièrement inadmissibles à l'égard des Tatars de Crimée et des Allemands de la Volga. Les premiers ont été privés tout à fait officiellement – par un décret du présidium du Soviet suprême de l'URSS – du droit de se définir comme une nation. Dans le décret du 5 septembre 1967 et dans des documents ultérieurs ils sont appelés « citoyens de nationalité tatare, résidant précédemment en Crimée ». Il est clair que de la même manière les Hongrois pourraient être définis « citoyens de nationalité tatare résidants, pour le moment en Hongrie ».

Il est évident que, dans ces conditions, n'ont pas pu se développer des rapports sociaux normaux.

Chez les bureaucrates se sont épanouis le carriérisme et l'absence d'idéaux. Aucun d'eux n'a étudié sérieusement le marxisme léninisme, même si on jure sur son nom, mais on n'a pas envie d'en connaître les fondements. La vie leur convient telle qu'elle est. Les bureaucrates les plus importants décrivent, si besoin est, avec force couleurs, les lendemains heureux qui attendent les travailleurs soviétiques, sans oublier de défendre par tous les moyens leur situation présente. Ils citent même Lénine. Mais ces citations leur sont choisies par des secrétaires et des spécialistes dans le seul but de renforcer avec une citation la pensée « géniale » de l'orateur.

Et malheur à Lénine si on ne lui trouve rien qui convienne : dans ce cas ils prennent la première phrase qui leur tombe sous la main et la tronquent honteusement.

Il n'y a donc pas à s'étonner si, dans les procès politiques les juges se trouvent souvent en difficulté et tombent dans le ridicule lorsqu'ils doivent polémiquer avec des accusés « antisoviétiques » parmi lesquels on trouve souvent des hommes qui ont étudié longuement et sérieusement le marxisme léninisme. On a trouvé maintenant une issue à cette situation absurde, qui naturellement n'est pas de nommer des juges cultivés. Dans les procès politiques, il est maintenant défendu de citer les classiques du marxisme léninisme et de se référer à eux. C'est une énormité n'est-ce pas ? Eh bien, cela est arrivé. Nous ne pouvons pas nous en étonner sachant que de nombreux écrits de Lénine, surtout ceux de ses dernières années et notamment ceux sur les problèmes de la bureaucratie, avaient été interdits par Staline et que, maintenant encore, ils sont officieusement interdits malgré les assurances données que l'on a publié ses « œuvres complètes ». On a l'impression que ce nouvel « élargissement » de Lénine a été fait non pas dans l'intérêt de la science marxiste-léniniste, mais pour cacher plus sûrement le vrai Lénine au grand public. Mais, peut-être le léninisme lui-même est-il une question intérieure de la direction du PCUS ? Est-ce que les partis frères n'ont pas le droit de se demander pourquoi tout cela se produit ?

Il est naturel qu'à l'intérieur du pays cela ne manque pas de provoquer des protestations qui commencent à se manifester de plus en plus ouvertement. Voici quelques faits.

(Ici Grigorenko décrit les manifestations les plus importantes des éléments de l'opposition dans la période 1965-67)

Et voici que la direction du parti qui entretient dans le pays tout ce qui a été dit ci-dessus, affirme avec force la nécessité de reconstruire l'unité « sur la base du marxisme-léninisme ». On peut se demander : mais qu'est pour elle le marxisme léninisme ? Est-ce la politique qu'elle mène chez elle ? Mais de toute évidence une telle politique ne peut servir de base à l'unité. Désormais, de nombreux partis communistes ont dû déclarer plus ou moins ouvertement, pour conserver leur influence, que lorsqu'ils prendront le pouvoir ils ne permettront pas que se renouvelle ce qui s'est passé en URSS. Donc, une unification sur la base de l'expérience soviétique est à exclure.

le rêve de l'humanité

Qu'est-ce qui peut servir de base à l'unité ?

Il nous semble qu'il n'y a qu'une seule réponse à cette question : *purifier totalement l'idéologie communiste des déformations du stalinisme.*

Le grand Lénine a dit que les partis communistes sont « l'intelligence, l'honnêteté et la conscience de leur époque ». La politique menée par le PCUS ne permet pas qu'on lui attribue une telle caractéristique. Et les partis qui ne veulent pas le dire ouvertement ne méritent pas, eux non plus, une telle définition. Leurs déclarations, selon lesquelles, lorsqu'ils arriveront au pouvoir, ils ne permettront pas que se renouvelle ce qui est arrivé en URSS doivent être considérées comme une manœuvre tactique, une tentative de tromper le peuple.

Qui est effectivement fidèle à l'idée communiste ne peut pas avoir peur de dire la vérité, ouvertement et sans ambiguïté, aux peuples du monde entier. Les affirmations selon lesquelles le fait de révéler les crimes du passé aurait pour résultat une perte du pouvoir d'attraction des idées communistes sont sans fondement, tout autant que sont sans fondement les attaques anti-communistes qui se servent de l'expérience soviétique pour couvrir de boue la doctrine marxiste léniniste, pour démonter qu'elle n'est pas réalisable, qu'il s'agit d'une utopie. *En URSS ce ne sont pas les idées communistes qui ont subi une défaite, c'est un système bien déterminé, qui s'est défini socialiste mais qui en fait ne l'était pas.*

L'idéal d'une société communiste existe dans les rêves de l'humanité depuis bien plus longtemps qu'il n'existe une doctrine marxiste. Et il est clair que cette dernière, en tant qu'expression scientifique du rêve de l'humanité, ne peut disparaître seulement parce qu'il y a eu une tentative de réaliser ce rêve qui a échoué. L'expérience, même si elle est ratée, ne peut qu'enrichir la science, que contribuer à la renforcer. Les millions de victimes du stalinisme ne sont pas morts en vain. Leur sang et leurs souffrances nous poussent à n'épargner aucun effort pour liquider le plus rapidement possible la très grave crise actuelle.

Il est clair je pense que ce problème ne peut être résolu par des accords secrets entre dirigeants du parti.

Le communisme est le rêve de toute l'humanité, mais l'expérience de sa réalisation a été accomplie en secret par les vastes masses du peuple travailleur. Pire encore, on a trompé le peuple sur les véritables résultats de l'expérience et l'expérience a échoué justement à cause de cela. Cette faillite ne s'est pas produite dans des laboratoires secrets mais sous les yeux de l'humanité étonnée. Il est évident qu'après cela, les peuples du monde ne peuvent permettre qu'on leur cache, derrière des portes fermées, les raisons de ce qui s'est produit, mais veulent connaître toute la vérité et ils en ont le droit.

Dans ces conditions toute conférence menée en secret à l'issue de laquelle serait publié un communiqué qui convienne à tout le monde, sera considérée à juste titre par les peuples du monde entier comme une conspiration totalitaire contre les intérêts fondamentaux de ces peuples. Profondément convaincu de tout cela j'ai rédigé cette lettre ouverte et pour cette raison je n'ai pas abordé les manifestations les plus fortes de protestation sociale dans notre pays et même les aspects des problèmes traités qui sont liés à la défense de mon pays. Mais il s'agit de problèmes que je suis tout disposé à analyser si on me demande de le faire...

P. Grigorenko
13.2.68

Ce texte de Grigorenko paraîtra intégralement dans le prochain numéro de la revue IVème Internationale.

« En URSS, ce ne sont pas les idées communistes qui ont subi une défaite, c'est un système bien déterminé, qui s'est appelé socialiste mais qui ne l'était pas. »

GAGNY :

MOBILISATION !

* Dimanche s'est déroulée une manifestation à *Gagny* qui rassemblait près de 300 personnes. 300 personnes qui ont dénoncé l'attitude « du » député maire UDR Valenet du 93 et qui ont exprimé leur solidarité à *Luc et Pascal* et leur soutien à la lutte des jeunes travailleurs de Gagny !

* Malgré l'intervention des flics qui ont essayer de changer quelque peu le parcours, le cortège a pu se diriger vers la Mairie, puis le marché, où des prises de parole ont eu lieu. Valenet complice des flics et des fascistes !

Libérez nos camarades,

Relogement collectif, oui, mais pas en prison ! Tels étaient les slogans de cette manifestation qui était un premier pas vers une mobilisation plus large pour dénoncer la détention de nos camarades, pour expliquer l'occupation de la maison ! Pour dénoncer la reprise en main des foyers par le patronat !

Les jeunes travailleurs préparent avec le comité de soutien des initiatives centrales (meetings, manifs...).

Préparons ce procès qui sera le procès des patrons, du pouvoir, de leurs flics et de leurs fascistes.

Partout dans les foyers, lycées, CET, boites, quartiers, l'information, bloquée par la presse doit passer.

Partout, dénonçons ce scandale !

EXIGEONS LA LIBERATION DES CAMARADES !

LA LEVEE DE TOUTE INCULPATION !

Le RELOGEMENT DES JEUNES TRAVAILLEURS !

Comité de diffuseurs de « Rouge »
Raincy/Gagny

MICHEL RECANATI
A CHANGE DE
CELLULE.
ecrivez lui à :
N° d'ecrou 170-826
1 ére division cellule 78
75674 - PARIS CEDEX 14

MLAC PLANNING

DEBATS

ASSISES REGIONALES DU MLAC, les 6 et 7 octobre derniers à Montpellier :
(une quinzaine de villes)

Tout en étant dans leur majorité conscients de la nécessité de relancer une action en vue du débat parlementaire prévu normalement en décembre, divers courants se sont manifestés et cristalisés autour :

1) d'un bilan de la pratique de l'avortement, de son rôle inégal selon les villes et de son impact.

Doté d'un pouvoir encore exemplaire pour certaines petites villes, son développement dans les villes plus importantes a conduit aujourd'hui à une remise en cause de la logique des « circuits parallèles de bonne volonté ».

2) l'avenir du MLAC, une fois passé le débat parlementaire ?

Doit-on parce que les problèmes de l'avortement et de la contraception sont aussi ceux de la répression sexuelle et de l'ordre moral transformer la charte et les activités du MLAC en sexpol ?

3 JOURNEES NATIONALES DU PLANNING FAMILIAL, à Paris le week-end dernier rendent compte aussi de la réalité de l'option prise en juin lors du congrès.

La pratique de l'avortement ici aussi se faisait l'écho des mêmes problèmes que dans le MLAC.

L'accent était mis sur la nécessité d'actions militantes dans les entreprises, dans les écoles, dans les lycées.

On peut constater sans étonnement qu'il y a convergence dans ces deux organisations d'un même courant.

Mais une fois posé... le constat que le MLAC pourrait bien devenir un planning de gauche et... que le Planning pourrait devenir un MLAC gestionnaire, le problème reste entier !

Par contre, ce qu'il faut déterminer aujourd'hui ce sont les priorités : le MLAC n'a pas le monopole de cette lutte et n'a pas à le postuler en tant qu'organisation.

Parce que le problème de l'avortement et de la contraception ne peut être coupé d'un contexte social, qu'ils se posent en termes de classe, ce doit être l'affaire de tous les travailleurs et de tous les militants révolutionnaires.

Parce que l'avortement et la contraception ne sont qu'un aspect de l'oppression des femmes, les groupes femmes ont un rôle déterminant dans la prise de conscience de l'oppression.

Le MLAC doit permettre de constituer le front le plus large pour la lutte et se donner les moyens d'une campagne militante pour imposer « avortement et contraception, libres et gratuits », pour mobiliser dans la rue lors de l'échéance parlementaire, voire imposer le débat qui pourrait être repousse aux Calendes grecques.

Tels sont les débats sur lesquels travailleront les Assises Nationales du MLAC, le 11 novembre et que prépareront les Assises de la région parisienne qui ont lieu le 21 octobre.

Tels sont les débats que nous reprendrons dans un très prochain dossier.

Bretagne

MESSMER CAUSE LA BRETAGNE CREVE !

Messmer a reçu en Bretagne un accueil mérité : des grèves et des manifestations sur tout son parcours, 20 000 travailleurs dans la rue à Brest — plus qu'en mai 68. Il devait s'y attendre, d'ailleurs, puisqu'il amena dans ses bagages plusieurs compagnies de CRS, de gardes-mobiles et de cogneurs en civil ; la nuit de son arrivée à Brest, le local de Rouge fut cambriolé.

Mais ni les cordons de CRS, ni la mauvaise volonté des directions syndicales — qui dispersèrent la manifestation avant d'arriver à la Mairie où le premier ministre devait parler — n'empêchèrent des centaines de travailleurs et de jeunes d'aller manifester.

Lui, il n'était pas là pour entendre la voix des ouvriers bretons traqués par le chômage, des jeunes menacés par l'exil, des petits paysans écrasés par la concurrence capitaliste. « Je souhaitais surtout m'adresser aux élus et fonctionnaires qui vont mettre en œuvre la réforme régionale », déclara-t-il avant de partir. Voulait-il excuser ainsi les maigres effectifs de ses partisans lors de ses apparitions ?

Cette réforme n'a pour but que de camoufler l'autorité des préfets de région, et de fournir quelques postes-hochets aux notables locaux qui commençaient à se sentir inutiles.

Ceux-ci ont obtenu ce qu'ils voulaient : des promesses pour calmer les travailleurs bretons. Des promesses comme on les connait en Bretagne : une grande cale de radoub à Brest... mais pour un avenir indéterminé. Un développement de la vocation maritime... mais surtout de la Marine nationale.

Une usine d'électronique à Dinard... mais on sait ici ce que ça veut dire : un patron-pirate de plus, alléché par le bas prix de la main d'œuvre : « Si vous n'êtes pas contents, des milliers de chômeurs attendent à la porte. »

Quant à la raffinerie, le chef du gouvernement ne daigna même pas prendre position fermement, alors que le pouvoir lanterne les travailleurs bretons depuis des années avec cette industrie bidon, qui, pour créer 200 emplois de prestige, risque d'en supprimer des milliers dans la pêche en polluant la rade de Brest.

On eut même un mot pour la langue bretonne : il y aura des crédits... sauf si elle devient « une arme politique ».

L'interdiction du breton, l'expansion forcée de la culture française est depuis des siècles une arme politique de la bourgeoisie pour écraser les travailleurs bretons, pour leur faire accepter le sous-développement de la Bretagne par le capitalisme comme une fatalité ! Mais les bretons, eux, n'ont pas le droit de faire de politique. A part ça, ils auront le droit à leur langue, une heure par semaine au lycée. Mais la bourgeoisie fait tout pour que ce soit la langue d'un peuple mort : apres tout, on apprend bien le latin.

RENNES : UNE VILLE EN ETAT DE SIEGE !

On avait rarement vu autant de flics au m2 à Rennes. Et encore, on ne les voyait pas tous ! La place de la Mairie était cernée : barrières en travers des rues, CRS casqués, la matraque à la main. Des centaines de CRS « dissimulés » dans le théâtre, des rangées de barbouzes sur les trottoirs, plusieurs pelotons de CRS, encore, disséminés dans les petites rues du centre ville, et des convois de flics stationnés tout autour du centre de Rennes. Seuls, les « privilégiés » pouvaient accéder à la place de la Mairie : une centaine de CDR, venus en car de l'Essonne et de Bordeaux ; la CFT, représentée par ses nervis de Citroën, quelques nazillons d'ON et les notables venus faire la courbette.

Vers 16 h 30, la manifestation de riposte à la provocation de Messmer démarrait.

Organisée par les comités d'accueil, soutenus par Rouge, le PSU, Révolution ! et les Comités de Mobilisation Bretons, elle parcourait la ville pendant une heure, ralliant les indécis, ceux qui avaient été intimidés par le formidable quadrillage policier. Et ce sont plus de 800 manifestants qui ralliaient ainsi les abords de la Mairie, scandant : « Messmer, salaud, les Lips auront ta peau », « les flics hors de Lip, Messmer hors de Bretagne », etc...

La manifestation dynamique et structurée, bloquait pendant une 1/2 heure le parcours que devaient emprunter Messmer et son cortège pour accéder à l'Hôtel de Ville.

il fallait montrer patte tricolore pour accéder à la place où parlait Messmer

Vers 18 h, franchissant un premier barrage, elle montait jusqu'au contact du dernier cordon de CRS qui barrait l'accès à la place de la Mairie, à quelques dizaines de mètres des barbouzes, CDR, CFT... venus manifester « le soutien de la Bretagne à son premier ministre ». Des nervis scandaient « Krivine assassin ! », vite couverts par les slogans de la manifestation : « SAC, CDR, CFT, fascistes et assassins », « UDR, Galley, Messmer, le régime est pourri, le pouvoir aux travailleurs ».

Rouge Bretagne à l'occasion de la venue de Messmer

LU DANS OUEST-FRANCE

15 Oct.

A quelques exceptions près, les seuls Rennais qui ont pu voir M. Messmer sont ceux qui avaient préféré rester au chaud devant leur poste de télévision.

Toutefois, ceux qui se trouvaient au carrefour de la rue de Coëtquen et de la rue Jean-Jaurès, vers 18 h 45, ont assisté à un spectacle aussi étrange « qu'édifiant ». Un singulier cortège sortait de la place de la Mairie à laquelle on n'avait pu accéder sans montrer « patte blanche ». Plus d'une centaine d'hommes, la plupart d'un gabarit très au-dessus de la moyenne, certains portant des bouts de bois d'un mètre environ, d'autres des banderoles roulées, gagnait le Champ de Mars par la rue du Maréchal Joffre. « *Serrez, serrez, ne parlez pas aux c...* » lançait celui qui semblait le responsable. Une épingle jaune semblait leur signe de ralliement. Des cars immatriculés dans l'Essonne les attendaient devant la Maison des Jeunes. Deux journalistes, poussant un peu plus loin la curiosité, ont pu admirer une matraque brandie par l'un d'eux. Il la cacha dans son dos à leur passage. Un autre repliait une courte tige télescopique gainée de noir. Dans les bus éclairés tous rangeaient leur « *petit matériel* ». D'aucuns parmi eux, regrettaient à haute voix de n'avoir pu en faire usage. Quelques instants plus tard, ces curieux visiteurs s'évanouissaient dans la nuit...

préapprentissage à 14ans:

REACTIONNAIRE et DEMAGOGIQUE

Après avoir séduit les bigotes de Touraine, le ministre du Commerce fait de l'œil aux P.M.E., et prétend mettre dans sa poche les 3 millions de voix des commerçants et artisans.

Mais le vertueux Royer n'a pas seulement déclaré la guerre à l'érotisme et aux grandes surfaces. Son plan de pré-apprentissage à 14 ans constitue une menace directe contre la jeunesse et s'inscrit dans un plan d'ensemble tendant à renforcer la mainmise patronale sur l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle.

▶LES PROJETS PATRONAUX◀

On sait depuis longtemps que le brain-trust du CNPF juge les études trop longues, trop coûteuses, trop dangereuses aussi – surtout lorsqu'il s'agit des enfants de travailleurs classés par ces Messieurs dans la catégorie des « esprits concrets » bons pour le Technique.

Hostiles à l'allongement des études, les patrons se font tirer l'oreille pour reconnaître les B.E.P. (Brevet Etudes Professionnelles) dans les conventions collectives et préfèrent une formation plus rapide, au coup par coup, mieux adaptée aux besoins à court terme des entreprises capitalistes (soumises on le sait aux fluctuations du marché).

Le système des unités capitalistes (« CAP en rondelles »), la mise en place de la formation continue, la diminution des horaires d'enseignement général, la transformation des classes pratiques en classes de préapprentissage correspondent très directement aux projets du patronat qui consistent à :

– diminuer le coût des études et rentabiliser l'enseignement

– multiplier les sous-catégories sous-payées de travailleurs (titulaires d'1/3 ou 5/6ème de C.A.P.) pour le plus grand profit des capitalistes

– développer plus encore l'idéologie de la promotion individuelle et l'esprit-maison chez les salariés en faisant miroiter les perspectives mirobolantes des recyclages périodiques

– éviter la contamination des futurs prolétaires par les idées révolutionnaires dans ces hauts lieux de « la subversion » que sont les établissements d'enseignement.

▶ LA PRIVATISATION DU TECHNIQUE ◀

Soumis à la concurrence des C.F.A. (Centre de Formation des Adultes), investis par les représentants du patronat sous couvert de formation permanente, menacés d'asphyxie par la diminution massive de la taxe d'apprentissage, les C.E.T. paraissent condamnés à devenir de simples succursales des entreprises par le jeu des réformes capitalistes de la formation professionnelle.

La mise en œuvre des accords du 9 juillet 70 et des lois de juillet 71 n'offre plus à l'Enseignement Technique public que deux solutions : s'adapter plus étroitement aux besoins du patronat ou disparaître.

Aujourd'hui, le pouvoir va plus loin dans son entreprise de démantèlement. Dans son récent discours de Phalsbourg, le premier ministre Messmer ne s'est pas contenté de couvrir de fleurs l'enseignement privé : il a aussi promis d'augmenter massivement les subventions accordées aux centres patronaux

Le plan Royer s'intègre donc dans une vaste entreprise de privatisation du Technique. Mais dans une optique plus nettement démagogique, réactionnaire et répressive.

▶ LE ROYERISME ◀

Annoncé à grand renfort de publicité en juin 73 devant les présidents des Chambres de Métiers, le dépôt du projet de loi sur le préapprentissage a été précédé d'une véritable campagne d'intoxication dès la rentrée : la presse bourgeoise et les sondages n'ont eu aucune peine à « prouver » que les parents et les élèves souhaitaient (comme par hasard !) ce que le maire de Tours leur propose.

En fait la démagogie royériste vise essentiellement les classes moyennes, mais elle s'appuie sur le fait très réel que les familles ouvrières supportent difficilement les frais d'études de plus en plus coûteuses tandis que les jeunes des C.E.T. en ont ras-le-bol de subir un enseignement contraignant et, dans une large mesure, dépassé.

La loi Royer n'apporte évidemment aucune solution à la crise de l'Enseignement particulièrement aigue dans le Technique, mais elle est favorablement accueillie par les éléments les plus réactionnaires des P.M.E.

Pour des raisons strictement économiques d'abord : la loi de juillet 71, pourtant très en retrait par rapport aux accords de juillet 70, prévoie que les apprentis de 16 ans seraient payés de 15 à 45 %, voire 60 % du SMIG.

Avec la loi Royer cette « charge insupportable » disparaît : les petites entreprises embauchant des « préapprentis » de 14 ans pourront désormais surexploiter sans vergogne une main-d'œuvre juvénile, docile et gratuite ; mieux, on leur promet des subventions tandis que les jeunes et leurs familles devront se contenter des maigres bourses dont on connaît assez l'insuffisance...

C'est tout bénéfice ! Mais c'est aussi l'aggravation de la sélection par l'argent. Avec la loi Royer la ségrégation sociale sera renforcée, les enfants des familles les plus pauvres étant systématiquement refoulés dès l'âge de 14 ans.

▶ UNE LOI ANTI-JEUNES ◀

Mais le plan Royer élaboré au lendemain de la mobilisation contre le loi Debré vise aussi à restaurer « l'Ordre Moral » dans l'enseignement.

La scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans constituait pour les lycéens et collégiens une protection efficace contre les exclusions arbitraires.Cette garantie élémentaire disparait dans la mesure où le préapprentissage vide de tout contenu concret le principe de la scolarité obligatoire. Les éléments indésirables étant orientés vers la vie active dès l'âge de 14 ans, un chantage permanent au vidage permettra de tenir en respect la jeunesse rebelle des écoles. Le préapprentissage, c'est l'apprentissage de la docilité dans les lycées, C.E.S. et C.E.T., c'est l'apprentissage de la servilité chez « Le maître » auquel l'adolescent doit « obéissance et respect » selon les anciens contrats.

Tant il est vrai que paternalisme et réaction sont les deux mamelles d'un régime où « les enfants de Pétain » semblent donner le ton. Face à la montée des luttes de la jeunesse et de la classe ouvrière, ce régime aux abois, incapable d'assurer une formation générale et professionnelle jusqu'à 16 ans, prétend régler par l'absurde la crise de l'institution scolaire. En jetant en pature aux petites et moyennes entreprises 200 000 jeunes sans formation, le gouvernement Messmer cherche à élargir sa base électorale. Mais ce faisant, la bourgeoisie réactionnaire liquide un acquis important du mouvement ouvrier.

En dépit d'un battage publicitaire effrené, les jeunes ne seront pas dupes de la démagogie royériste. Certes, « ils s'ennuient » au lycée et au C.E.T., mais ils ne veulent pas non plus être surexploités par un petit patronat d'autant plus rapace qu'il se sait condamné.

LES ILLUSIONS PERDUES

Tours, Amiens, Sciences Humaines de Strasbourg : les présidents de l'Université démissionnent. Caen, Angers (médecine), Paris I : les doyens des conseils d'UER démissionnent aussi.

L'ensemble du corps professoral, des syndicats, du petit monde universitaire s'agite et proteste.

C'est la « rentrée satisfaisante » de M. Fontanet ministre.

Cette inquiétude générale a de profondes racines : la réforme de l'enseignement (avec la loi Royer, la remise en cause du bac, l'instauration du DEUG) ébranle les tenants de la participation, de la loi d'orientation, de la noble vocation de l'Université...

Aux universités mal adaptées aux besoins de l'économie, trop souvent mobilisées, et qui forment une main d'œuvre sans garantie de docilité, le patronat préfère ouvertement la filière de Royer ou celle des IUT.

Sauver l'Université ou sombrer avec elle, telle est l'alternative exprimée à cette occasion par le corps universitaire qui approuva à Rennes « l'enseignement par alternance » (travail et études) liant l'étudiant à la vie active. Le hic, c'est que le patronat ne veut pas de ces solutions incertaines. Reste, comme interlocuteur, le gouvernement qui, serviteur zélé du patronat, ne prodigue guère que des aumônes aux universités ; et encore, aux universités directement liées au patronat de préférence : Compiègne, Aix-Marseille III (en passant par-dessus les structures de participation...).

Les rafistolages de la loi Faure sont épuisés.

TARBES : UNE VICTOIRE !

C'est parti ! la première fournée des « procès-Galley » est en route. Il est évidemment trop tôt pour dresser un bilan, mais certains indices traduisent que la mobilisation suscitée par le mouvement anti-militariste contre cette chasse aux sorcières porte ses fruits. A Tarbes, à la suite d'une campagne particulièrement énergique, nos camarades Carpentier et Chamayou sont frappés de la peine symbolique de 1000 F d'amende avec sursis. A Lyon, le procès du GARM tourne à l'avantage des inculpés : c'est le juge lui-même qui résume l'argumentation des inculpés, de manière singulièrement compréhensive : « *En somme, vous voulez nous signifier qu'il est bien singulier de voir aujourd'hui des poursuites en application de la loi « anti-casseurs » pour un drapeau cassé, qui est bien peu de chose en regard des bombardements qui avaient entrainé, eux, une casse autrement importante* », propos qui anticipe sans doute sur un verdict de clémence.

Les choses ne sont pas jouées. Le 18 se tient le procès Cruse. Le 19, celui de ceux de Sedan. Dans ces deux cas, les verdicts risquent d'être autrement sévères. Il est temps d'accroître encore la mobilisation contre la répression anti-militariste.

Tarbes le 11 octobre : le meeting de soutien aux inculpés, Chamayou et Carpentier, fait salle comble. Le meeting est l'aboutissement d'une vigoureuse campagne de défense menée sur le plan local depuis de nombreux mois, dans l'unité la plus large. Aux côtés des inculpés et d'Alain Krivine, les orateurs du PS, du PSU, des radicaux de gauche, de la Libre Pensée, de la Ligue des Droits de l'Homme, de la CFDT, ont pris place : c'est la liberté qui est en danger. Les armées franco-espagnoles ont le droit de parader dans les rues de Tarbes, mais les Tarbais n'ont pas le droit de dire ce qu'ils en pensent. Et Krivine ajoutait :

« Il est de toute façon curieux qu'on puisse dire « A bas Pompidou » mais pas « A bas l'armée » et il est révélateur que l'armée soit une structure intouchable. Il est évident que pour la bourgeoisie, le pouvoir n'est pas dans les urnes, mais dans les casernes et dans les banques et chaque fois que cette bourgeoisie se sent menacée, à l'exemple de l'Espagne, de la Grèce, de la Bolivie, de l'Indonésie et dernièrement du Chili, elle fait appel à la répression armée. »

Le lendemain, à l'occasion du procès, les inculpés font éclater le caractère ouvertement s,politique de l'inculpation :

« En réalité, cette affaire est politique. Ce procès n'est que le premier d'une série. Pour ce qui nous concerne, si nous avons écrit « à bas », c'est que les textes sont alarmants. Nous tenons la photocopie d'un cours fait récemment à des officiers de réserve, prouvant que l'armée est préparée à des opérations de force contre les révolutionnaires, les travailleurs, les étudiants, à s'opposer par tous les moyens à l'émancipation des travailleurs. », déclare Chamayou.

Après les témoins de moralité, Krivine intervient sur le fond :

« Je me sens moralement co-responsable de cette banderole qui a été portée par d'autres et par moi-même en France. Ses deux adjectifs s'expliquent. J'ai en mains un document confidentiel émanant de la directions des Armées, indiquant quel devrait être le rôle de l'armée devant un nouveau mai 68. On a d'ailleurs pu constater, dans l'affaire Lip, que l'armée, en cas de conflit social, défend aujourd'hui le capital et non les travailleurs. L'inquiétude est d'autant plus grande que l'on a vu ce que l'armée a fait et fait au Chili. »

Le débat se trouvait placé sur son véritable terrain : c'est donc sans trop de conviction que le substitut réclamait l'application de la loi et stigmatisait nos deux camarades : « Que j'aimerais mieux voir à leur chaire enseigner l histoire de notre pays ou la pensée cartésienne ». (!)

A cela la défense était fondée à rétorquer qu'inculper quelqu'un pour avoir écrit « à bas l'armée du capital et de guerre civile » revient à frapper la simple expression d'une opinion et de conclure non sans malice :

« L'armée française n'était pas désignée, il est dommage que M. Galley ait reconnu la sienne... »

A l'annonce de la condamnation, l'enthousiasme était grand parmi ceux qui avaient assuré la défense de Carpentier et Chamayou. Nul ne s'y trompait. Le pouvoir avait dû reculer, cette condamnation symbolique était une victoire exemplaire. L'ampleur de la riposte locale, impulsée par un comité de soutien très unitaire démontre que l'écho rencontré par les antimilitaristes dans la population est considérable. Cette riposte efficace montre la voie : barrons la route à Galley, chasseur de sorcières !

COMMUNIQUE DE PRESSE

Il y a quelques mois, un article insolemment élogieux sur le 9ème Hussard, stationné à Provins (77), paru dans Paris-Match, avait fait l'objet d'une protestation indignée des soldats de ce régiment. Aujourd'hui, 3 jeunes appelés accusés d'avoir voulu exprimer par écrit leurs critiques de l'armée y sont punis de deux mois d'arrêts de rigueur (prison ferme). Les militants anti-militaristes et les comités CDA exigent leur libération immédiate.

CINEMA ANTI-MILITARISTE

Du 1er au 7 novembre, le CDA et les studios *Action-Lafayette* et *Action-République* organisent un Festival du Film Anti-militariste.

A l'issue de certaines projections, des débats auront lieu. Pour toutes précisions, téléphonez à : VOL 51-33 ou TRU 80-50.

Nous publions ci-dessous la présentation de deux de ces films « Condamné au Silence » et « Punishment Park » par Jean-Max Causse, animateur des cinémas « Action ».

L'affaire se passe en 1925. Le général Mitchell, rétrogradé colonel, passe en Cour Martiale pour avoir traité ses supérieurs d'incapables et de criminels. Son procès lui permettra de prouver ce qu'il affirme. Finalement, il sera exclu de l'armée comme un malpropre.

Tout y était pour que l'on fasse un bon petit film militariste « made in USA » par Otto Preminger qui, somme toute, a toujours passé pour un cinéaste assez conformiste.

On croit rêver en revoyant ce film bientôt vieux de vingt ans. Certes, il ne faut pas s'attendre à une conception bien révolutionnaire des choses ni à une remise en cause de l'idée même d'armée. Mais quand même on est surpris – c'est le moins que l'on puisse dire – lorsque l'on voit de quelle manière Preminger, allant bien au delà de l'escarmouche, bouscule les principes fondamentaux de l'armée. Il nous en dresse un portrait intégralement composé – quant à ses officiers nommément désignés dans le film – de sinistres imbéciles, prêts à sacrifier la vie de n'importe lequel de leurs hommes pour leur seul profit personnel, respectueux d'une seule chose : la hiérarchie.

Mitchell se permet de contredire ses supérieurs, ce qui est montré par Preminger comme étant le crime le plus grave dans l'armée. Alors, on essaye d'éviter puis d'étouffer son procès. On voit même le président Coolidge sommer le procureur général d'en hâter la fin, au bénéfice de l'armée, bien sûr, « dans l'intérêt de la nation... ». Cela nous rappelle des choses... L'armée fait bloc contre Mitchell, toute l'armée, évitant le débat sur « ses » responsabilités, elle se retranche derrière la loi d'obéissance violée par l'accusé ou même arbore un mutisme complet. « Qui m'accuse ? » demande, sans obtenir de réponse, le colonel Mitchell. Nous sommes en plein stalinisme

On voit la facilité de récupération qu'aurait trouvée là un cinéaste moins honnête. Il ne s'agit pas, pour Preminger, de la remise en question de tel ou tel chef militaire mais des principes de base de l'armée : hiérarchie, obéissance aveugle, irresposabilité administrative, collusion avec le pouvoir, etc... Mitchell se défend comme un beau diable au milieu de cette « maffia ». Il y croit, naïvement. Il ne comprendra pas le verdict des juges en désaccord complet avec ses idées de justice. D'ailleurs il n'a manifestement jamais rien compris à l'armée. Comment ne pas reconnaître la même naïveté presque cinquante ans plus tard, en la personne du général de Bollardière, démissionné par ordre du président de la république pour des raisons, en fait, assez proches de celles de Mitchell. Mais, cette fois-ci, on a évité le procès. C'est bien dommage...

Le génie des réalisateurs américains tient à une bonne connaissance de la vie alliée à une parfaite perception de la technique cinématographique. D'un sujet pour le moins aride, Preminger a tiré avec « *Condamné au silence* » un film passionnant de bout en bout. Peter Watkins, quant à lui, a transformé un scénario d'aventures en un film à thèse, un document vivant et prenant d'un bout à l'autre.

Là encore, la tentation était forte de céder au romanesque et d'annihiler ainsi tout caractère provocateur à l'histoire de Punishment Park. De jeunes américains refusent de partir au Viet-Nam. Ils sont emprisonnés et on leur propose le marché suivant : vingt ans de prison (quand on a vingt ans, on sort à quarante...) ou trois jours à Punishment Park : la grande aventure. On vous dépose à un point du désert de l'Arizona. Vous partez à pied. Les flics, eux, partent en voiture, quelques heures après vous. S'ils vous rattrapent, ils vous tuent. Si vous atteignez le but avant eux, vous êtes libres.

C'est un peu le « jugement des flèches ». Mais la police ce n'est pas les Indiens et le jeu est truqué : on ne s'échappe pas de Punishment Park. Durant tout le film, Watkins reste très vigilant à ne pas «récupérer» le spectateur. Chaque fois qu'il le sent glisser, il rompt le récit et en même temps la séduction. Mais le fait est là : en sortant de la salle, on se demande si l'on a simplement rêvé ou si Punishment Park n'existe pas dans un désert reculé des USA, ou d'ailleurs... C'est un chef d'œuvre de « politique-fiction ».

« Condamné au silence » et « Punishment Park » : deux films fondamentalement, conceptionnellement et formellement complètement différents. Mais si en sortant vous n'avez pas compris, alors engagez vous.

« CONDAMNE AU SILENCE » (The Court Martial of Billy Mitchell), film en couleurs et cinémascope d'Otto Preminger avec Gary Cooper, Charles Bickford, Rod Steiger. Action République.

« PUNISHMENT PARK », film en couleurs et 16mm de Peter Watkins. Action Lafayette 2 et une salle au quartier latin.

indochine

NEUF MOIS APRES LES ACCORDS DE PARIS

SIHANOUK SEUL?

Dans ses dernières déclarations, Sihanouk accuse Hanoï d'avoir choisi la détente. Or, sur le plan militaire et politique, le durcissement des Vietnamiens est sensible.

Des réfugiés fuient Phnom Penh

Depuis plusieurs semaines, Norodom Sihanouk a multiplié des déclarations qui soulignent l'absence d'aide militaire reçue par le FUNK de la part de la République Démocratique du Vietnam. Une lettre envoyée au « Monde » précise ces accusations : « *En ce qui concerne le Vietnam du Nord... au début d'août, nous avions reçu de lui une petite aide en munitions et... par la suite l'épuisement de nos munitions a obligé nos forces armées populaires de libération à se retirer de la ville de Kompong-Cham virtuellement conquise et libérée et nous oblige encore aujourd'hui à abandonner quelques positions sur d'autres fronts. Je dois à la vérité de dire que notre guerre contraste aujourd'hui avec la politique de détente des pays qui sont traditionnellement nos plus grands soutiens et que, par conséquent, cette guerre rencontre des difficultés croissantes* ». (Le Monde du 27 septembre).

Ces déclarations posent à l'évidence un problème aux militants révolutionnaires. L'impossibilité de vérifier les faits en cause, de connaître leur contexte immédiat, l'ambiguité de la personnalité politique de Sihanouk rendent le jugement encore plus difficile. Il est toutefois possible – et nécessaire – de tenter de comprendre la nature et le cadre des tensions nouvelles qui surgissent au sein du front révolutionnaire indochinois.

HANOI, NOUVEAU PEKIN ?

Pour Sihanouk, dans la majeure partie de ses déclarations l'attitude de Pékin et de Hanoï sont comparables : ils ont choisi la « détente » à l'égard de l'impérialisme. L'analogie tracée entre les accords du 27 janvier sur le Vietnam et la nouvelle diplomatie sino-américaine est pourtant fort superficielle. La République Populaire de Chine cherche aujourd'hui à se réinsérer dans le jeu politique et dans les échanges commerciaux mondiaux. Sa politique internationale récente a montré qu'elle était prête pour cela à sacrifier l'aide à de nombreux mouvements révolutionnaires.

La politique internationale de la RDVN n'a pas été exempte de graves opportunismes, tel le soutien diplomatique apporté au Sri Lanka de Bandaranaike durant la répression engagée à Ceylan contre le JVP. L'orientation d'ensemble est toutefois différente. *Ne serait-ce que parce que les révolutions vietnamiennes et indochinoises restent inachevées et qu'aucun équilibre durable ne peut être trouvé dans la situation actuelle.*

Les accords de Paris n'ont en effet pas interrompu la lutte du peuple vietnamien, ils ont seulement définit un cadre nouveau – et préférable à la poursuite de l'escalade US – à son combat. L'évolution actuelle de la situation confirme combien cette lutte reste radicale et générale.

DURCISSEMENT DU GRP

Sur le plan politique, c'est à un violent raidissement du GRP que l'on assiste et auquel répond la presse de Hanoï. Nguyen Huu Tho, président du FNL et du conseil des sages du GRP, dans une interwiev donnée à Jean Lacouture à Alger est catégorique : « *En fait, nous en sommes venus à la conclusion que Thieu sait maintenant qu'il ne peut survivre que par la violation des accords et que ceux-ci ne peuvent entrer en vigueur que par sa disparition* »

Il n'attend pas grand chose de la conférence bi-partite de la Celle Saint-Cloud et précise la position du GRP quant à la question très importante de la « 3ème composante » : *elle doit « se dégager d'elle-même de la population... ce que nous admettons c'est une droite qui ne soit pas composée d'agents américains, même si elle est animée de sentiments pro-américains.* » (Le Monde du 21 septembre).

Le GRP poursuit parallèlement son action pour sa reconnaissance comme *unique* représentant du peuple du Sud-Vietnam. « *Le Sud-Vietnam est doté à l'heure actuelle de deux pouvoirs*, écrit « *Sud-Vietnam en lutte,* » mais l'expression de cette réalité ne change en rien la nature de ces deux pouvoirs *antagoniques* » (SVEL No 217).

Sur le plan militaire, le GRP a repris officiellement à son compte le 4 octobre, les déclarations du commandement des FAPLN de Kontum de juillet (voir Rouge No 218) en annonçant qu'il répondrait désormais coup pour coup aux attaques de l'armée de Saïgon. Depuis trois semaines, l'actualité militaire change de tonalité. Pendant longtemps elle a été dominée par les tentatives d'empiètement et de destruction menées par l'armée fantoche contre les zones libérées. Si pour l'essentiel ces attaques avaient été brisées, elles avaient néanmoins probablement permis à Thieu de marquer quelques points locaux et d'éviter l'effondrement du moral de son armée.

Le 26 septembre, par contre, on apprenait la destruction par les FAPLN, de l'importante base fantoche des Hauts-Plateaux de Le-Minh que Thieu semble avoir renoncer à reprendre. Le 29 et le 30 septembre, une violente bataille se déroulait dans la région de Tay-Ninh à 65 km au Nord-Ouest de Saïgon. Les clameurs fantoches laissent clairement entendre qu'elle n'a pas tourné à leur avantage. Enfin, le 14 octobre la position de Bach-Ma, près de Hué revenait au GRP après avoir été enlevée par l'armée fantoche au lendemain des accords.

Parallèlement, Saïgon accuse le GRP d'agrandir 12 aérodromes à tel point que celui de Khe Sanh (provinces septentrionales) serait maintenant susceptible d'accueillir des avions à réaction type MIG 21.

Sur le plan de l'analyse, enfin, dès le lendemain de la signature des accords, Nguyen Khac Vien avait dans le « Monde Diplomatique » réaffirmé que l'impérialisme restait l'impérialisme. Depuis, la presse vietnamienne n'a cessé de dénoncer la poursuite des visées néo-colonialistes de Washington en Indochine. Peu après le putsch chilien, Hanoï avait réaffirmé une analyse propre différente et de celle de l'URSS et de celle de la Chine. Pour la RDV, la « détente » internationale autorisée par l'impérialisme n'est que temporaire, l'ennemi No 1 restent les USA qui se contente de chercher à gagner du temps pour regrouper leurs forces et frapper à nouveau le mouvement révolutionnaire.

L'IMPOSSIBLE STATU-QUO

La volonté de poursuivre la lutte du GRP n'est pas seule en cause. Parce que le Sud-Vietnam n'a pas connu de partition – et parce que la population sud-vietnamienne n'a pas été brisée – la situation actuelle ne pourra se prolonger indéfiniement. D'ores et déjà, Thieu ne peut espérer survivre qu'en multipliant les violations des accords, car son régime reste essentiellement dépendant de l'aide américaine et du maintien de l'activité constante d'un immense appareil de répression militaro-policier.

Mais cette politique inéluctable de « fuite en avant » de Thieu implique, outre une confrontation toujours plus dure avec le GRP, la radicalisation en profondeur du mouvement d'opposition urbain.

Sous l'action conjuguée du désengagement relatif américain, de l'action du GRP, de l'entretien des forces de répression et de la corruption, le régime vit une crise économique croissante. La piastre en est à sa 7ème dévaluation depuis janvier, l'inflation et le chômage poussent la population à rejoindre les zones libérées où l'on mange à sa faim. Et malgré tous ses efforts, Thieu n'a pas réussi à tué l'opposition active.

Nous avions annoncé dans « Rouge » que la libération de Mme Ngo Ba Thanh *dans Saïgon même* après des mois de lutte était la preuve que d'importantes victoires contre la répression pouvaient être remportées. Depuis, le « Washington Post » a relaté la tenue par Mme Ba Thanh d'une première réunion anti-gouvernementale non autorisée – mais publique – réunissant 200 personnes à l'hôtel Continental. D'autre part, après de nombreuses protestations populaires, le régime saïgonnais a du rapporter des mesures d'augmentation de la TVA.

La situation pour l'ensemble du Sud-Vietnam évolue donc vers une tension croissante, politique et militaire. Le GRP comme Saïgon se prépare – tout en luttant pour l'application des accords – à des confrontations majeures. *Or dans cette perspective, les intérêts des révolutions cambodgienne et vietnamienne sont intimement liés. Les dirigeants de la RDV et du GRP en sont profondément conscients, c'est une réalité trop évidente pour pouvoir être ignorée.* C'est pourquoi, il n'est pas même besoin de croire aux vertus internationalistes des communistes vietnamiens pour penser qu'une rupture décisive et profonde du Front avec les révolutionnaires cambodgiens est aujourd'hui impossible.

GAMMA

L'INEGALITE DE DEVELOPPEMENT

Ceci n'implique pas que d'importantes divergences n'apparaissent pas. L'inégalité de développement de la révolution indochinoise est en effet grosse de tensions entre ses diverses composantes.

La perspective définie par les Vietnamiens avec les accords de Paris est progressive. Ils savent qu'ils leur reste à mettre le régime Thieu à bas dans les villes. Mais trois conditions préalables demandent à être réunies : un renforcement des zones libérées et du Nord sur tous les plans grâce à l'arrêt de l'intervention directe américaine ; la paralysie du gouvernement US, due à ses contradictions internes ; l'accentuation de la crise intérieure du régime fantoche.

Dans ces trois domaines, de réels points ont été marqués par les vietnamiens depuis janvier. Mais il est très possible qu'ils jugent qu'il leur faut encore agir très progressivement et que dans cette optique une victoire complète trop rapide au Cambodge accélérerait par trop le rythme au Sud-Vietnam.

Là se situe donc un premier lieu de possible divergence d'orientation politique et militaire entre les composantes du front révolutionnaires indochinois. Il n'est cependant pas possible de juger aujourd'hui avec certitude du comportement des uns et des autres face à une telle situation. Trop de données restent mal connues quant aux relations de la RDV et du GRP avec le FUNK et le GRUNK

L'HETEROGENEITE DU FUNK

Qu'une divergence importante se soit manifestée entre les vietnamiens et Sihanouk est clair. Qu'elle se manifeste de même entre la RDV, le GRP et l'ensemble du FUNK est possible mais pas encore évident. La révolution cambodgienne a connu un développement très tardif. Elle ne prit réellement son essor qu'après le renversement de Sihanouk en 1970. Et l'alliance au sein du FUNK entre les « Khmers Rouges » et les Sihanoukistes confère au front cambodgien une hétérogénéité plus importante que celle des fronts vietnamien ou laotien. (voir « Quatrième Internationale » no 7-8, mai-août 1973).

Sihanouk confirme à nouveau cette hétérogénéité dans sa lettre au « Monde » où il déclare que *« Quant à M. Ieng Sary et aux communistes khmers, je ne saurais naïvement me féliciter du seul fait qu'ils me considèrent jusqu'à nouvel ordre comme le chef légal de l'Etat cambodgien... Je sais très bien qu'après la libération de Phnom-Penh, les communistes n'auront plus besoin de la légitimité de Sihanouk pour imposer leur autorité sur le plan étatique. »*

Sihanouk affirme de même trouver les « Khmers Rouges » de Pékin par trop staliniens. (Le Monde du 27 septembre).

L'horizon de l'après-prise du pouvoir pèse d'ores et déjà sur le FUNK. Les tentatives conjointes, soviétiques, américaines et françaises pour provoquer une dissolution du FUNK dans une coalition plus large ont été dénoncées dernièrement encore par Sihanouk (le Monde du 22 septembre). Et l'arrêt des envois d'armes du Vietnam et de Chine au Cambodge n'expliquerait pas tout. Les armées révolutionnaires ont une longue tradition de se nourrir des armées fantoches. Et vue la nature particulièrement faible et corrompue du régime de Lon Nol, la chose au Cambodge doit être particulièrement facile, y compris pour l'armement à la plus forte puissance de feu. D'autres problèmes se posent manifestement.

Tel, peut-être, celui de l'organisation politique de la population urbaine. Ses développements y furent en effet plus tardifs que dans la campagne et pendant quelques temps, la population de Phnom-Penh pour une part cru à l'expérience Lon Nol.

Il est possible qu'une partie de la résistance khmère elle-même préfère avancer lentement maintenant que l'essentiel est acquis du point de vue militaire : l'arrêt des bombardements US.

On ne sait en effet, quand Sihanouk parle au nom du GRUNK tout entier, d'une fraction du FUNK ou en son nom personnel. L'analyse qu'il fait des accords de Paris sur le Vietnam apparait par exemple quelque peu unilatérale. Il oublie – dans les documents publiés en France – de noter que l'arrêt des bombardements US est *aussi* une conséquence de la signature de ces accords. Il est peu probable que tel soit le fait de l'ensemble de la résistance cambodgienne.

Du fait de ses gains comme de ses louvoiements, du fait qu'elle reste l'enjeu de la révolution et de la contre-révolution mondiale, la révolution indochinoise est toujours un des principaux carrefours des contradictions et pressions internationales.

Parce que la révolution cambodgienne est plus jeune – et plus proche de sa victoire – elle est au premier chef soumise à ces pressions et contradictions. C'est probablement aussi cela que révèle la polémique engagée par Sihanouk.

L'éclatement public de divergences et de tensions au sein du front révolutionnaire indochinois ne doit pas cacher l'essentiel : depuis janvier la révolution indochinoise a marqué de nouveaux et très importants points avec l'arrêt des bombardements sur le Cambodge ; la signature et, semble-t-il le tout début d'application du deuxième accord sur le Laos ; la reconstruction du Nord-Vietnam la consolidation des zones libérées au Sud ; l'approfondissement des contradictions internes au régime Thieu. L'éclatement de la crise thaïlandaise et la démission du gouvernement militaire de Bangkok, aux portes de l'Indochine, contribuent eux aussi à affaiblir la position des régimes fantoches. Il est maintenant fort peu probable que la Thaïlande réinvestisse ses forces au Laos ou au Cambodge. La reconnaissance de 25ème heure – et particulièrement honteuse – du GRUNK par l'URSS est un signe qui ne trompe pas. Moscou est maintenant convaincu – il aura fallu le temps – que plus rien ne peut être attendu du régime Lon Nol.

Pierre Rousset

GAMMA

Troupes fantoches en retrait.

LUXEMBOURG

(MOTION SUR LA GREVE GENERALE DE 24 HEURES AU LUXEMBOURG)

Le principal syndicat ouvrier du Luxembourg, la LAU, avait appelé pour le 9 octobre à une grève générale de 24 heures du type « journée nationale d'action ». Il faut indiquer que depuis presque 50 ans il n'y a pas eu de grève importante au Luxembourg. La paix sociale stable depuis la guerre n'a été interrompue que pendant ces dernières années par un début timide de luttes ouvrières.

Cette grève, impulsée par la direction social-démocrate du LAU, devait avoir une fonction de soupape pour les luttes en cours (grèves sauvages dans l'industrie sidérurgique) et la pression croissante de la base des syndiqués. Néanmoins, le 9 octobre fut la première occasion pour la radicalisation moléculaire de ces dernières années de s'exprimer ouvertement et avec force. La campagne hystérique de la bourgeoisie contre la grève du 9 octobre et le droit de grève en général eut pour effet inescompté le renforcement des rangs du prolétariat, prêt à défendre ses droits acquis depuis longtemps.

Le résultat : de 70 % à 100 % de grévistes dans l'industrie sidérurgique (le pilier de l'économie luxembourgeoise) et de nombreuses entreprises en grève qui n'avaient jamais connu de conflit. La manifestation centrale à Luxembourg réunit plus de 30 000 ouvriers (sur une population totale de 350 000 habitants). Ce fut pour la classe ouvrière la plus formidable démonstration de force depuis les années 20.

Correspondant

La rentrée universitaire à Santiago

LES REVOLUTIONNAIRES FACE A LA JUNTE

L'afflux de nouvelles, d'informations en provenance du Chili, le développement de la solidarité internationale rendent possible et nécessaire l'ouverture d'un débat sur une série de questions fondamentales.

1) Celle de la caractérisation de l'Unité Populaire, de l'élection d'Allende à l'entrée des militaires dans le gouvernement, en octobre 72, et d'octobre 72 au putsch.

2) Celle des organes de double pouvoir qui étaient apparus depuis la crise d'octobre 72. Les camarades du MIR par exemple considéraient les Commandos Communaux comme la forme principale du pouvoir populaire et expliquaient que les Cordons Industriels, plus proches d'une coordination syndicale devaient s'intégrer comme composante seulement dans la structure territoriale des Commandos Communaux. Dans un interwiev au « Militant », organe du SWP, les camarades Hugo Blanco et Eduardo Creus, critiquant cette position, comme une tentative de contourner l'emprise du réformisme dans la classe ouvrière par le biais de sructures qui n'ont jamais eu l'importance des Cordons et dans lesquelles le rôle dirigeant du prolétariat est beaucoup moins évident.

Le rapport entre les structures de pouvoir enracinées dans les entreprises et les structures territoriales où se scelle l'alliance des ouvriers avec d'autres couches de la population pauvre, n'est pas le moindre problème posé par l'expérience chilienne.

3) La troisième question est celle de la stratégie militaire du prolétariat. Des déclarations du MIR, de celles de la Ligue Communiste Chilienne (1), il semble ressortir que ces groupes se sont toujours placés dans la perspective stratégique d'une guerre révolutionnaire prolongée, combinant guerilla rurale et urbaine. Ils n'ont ni envisagé, ni en conséquence préparé une insurrection armée victorieuse. De sorte que, s'ils ont armé et entrainé l'avant-garde, appuyé localement les expériences d'auto-défense, ils ne semblent pas avoir développé de perspective systématique d'armement des masses, de centralisation d'une force armée du prolétariat, ni préparé un plan insurrectionnel offensif comparable, toutes proportions gardées à celui des Bolchéviks en octobre 17. Le bilan de cette expérience et de ses prolongements actuels sera également indispensable à l'avant-garde internationale.

4) Aujourd'hui, la caractérisation du régime instauré par le coup d'Etat du 11 septembre pose une nouvelle question. Le PC chilien aussi bien que le MIR parlent de régime fasciste. Et il est vrai que l'ampleur, la sauvagerie de la répression amènent immanquablement à évoquer le spectre du nazisme. Mais, si l'on veut aller au-delà des analogies, il faudra étudier les bases sociales de la junte, ses liens réels avec le grand capital et l'impérialisme, la profondeur de la défaite ouvriere et l'état de désorganisation, ou non, de la classe ouvrière, pour définir plus précisément le nouveau régime. Non par goût particulier de la précision. Mais parce que les orientations, les tâches, les mots d'ordre, les alliances proposées par les révolutionnaires en dépendent : la lutte contre le nazisme dans l'Allemagne de 33, celle contre le régime Thieu au Sud-Vietnam, celle contre le franquisme d'aujourd'hui n'ont ainsi, par-delà l'intensité de la répression qui est leur point commun, ni le même sens, ni les mêmes implications.

5) Enfin, une autre question cruciale réside dans le bilan et les perspectives de l'avant-garde chilienne dont le MIR constitue aujourd'hui la force principale. Il existe aussi au Chili un groupe de camarades trotskystes de la IVème Internationale qui étaient organisés dans le Parti Socialiste Révolutionnaire ; nous publions dans ce numéro de « Rouge » l'extrait de l'interwiev d'un responsable, concernant précisément l'état de l'extrême-gauche chilienne: Il existe aussi la Ligue Communiste précédemment mentionnée. Pour tous les militants, la construction d'un parti révolutionnaire implanté va se poser dans un contexte nouveau.

Nous tâcherons à partir de la semaine prochaine, de traiter systématiquement l'ensemble de ces questions, sous forme d'articles ou de contributions, voire de débats contradictoires.

Nous publions cette semaine la déclaration de Miguel Enriquez aux militants révolutionnaires et aux travailleurs, ainsi que l'extrait d'interwiev d'un camarade trotskyste chilien.

Le 17.10.73
D.B.

(1) Groupe issu du MIR, qui est apparu publiquement en août dernier avec un journal « Combate » et qui se déclare sympathisant de la IVème Internationale.

le 27 TOUS A LA CAR

Le 27 octobre, à la Cartoucherie de Vincennes : « 12 heures pour le Chili » à l'appel du Comité de Soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. « Rouge » soutient cette initiative : des billets sont en vente à la Librairie, 10 impasse Guéménée, des affiches sont disponibles. Cette initiative a reçu le soutien de nombreuses organisations et journaux, ce qui doit en faire sans doute le plus important rassemblement de solidarité qui ait eu lieu à Paris. Une pléiade d'artistes, d'acteurs, de chanteurs, une exposition, le Théâtre du Soleil, des forums-débats...

Tous avec la résistance du peuple

interview d'un trotskyste chilien

Quelle est l'importance du MIR dans la situation actuelle au Chili ?

A ma connaissance, aucune organisation de la nouvelle avant-garde dans le monde n'occupe une place comparable à celle du MIR dans la vie politique chilienne. Cette constatation définit le cadre dans lequel nous devons aborder le problème du MIR, aussi bien en tant que marxistes révolutionnaires chiliens, que comme militants de la IVème Internationale.

Le MIR est né de deux courants. Le castrisme d'abord, et secondairement le trotskysme par l'intermédiaire de certains de nos camarades, qui ont été parmi ses fondateurs. Et bien évidemment, ce qui a modelé le MIR que nous connaissons aujourd'hui, ce sont trois années de lutte de classes d'une richesse exceptionnelle. Si le MIR actuel n'a pas rompu avec son origine castriste, il s'est à la différence des organisations de même origine, trouvé confronté, à travers une pratique de masse quotidienne, aux problèmes centraux posés par la construction d'un parti révolutionnaire implanté dans les masses ouvrières et paysannes. Les réponses apportées par le MIR et par les directions de ses fronts de masse n'ont jamais dépassé un cadre empirique : il leur a manqué une compréhension claire du stalinisme en tant que phénomène historique, avec toutes les implications que cela avait dans le contexte chilien (caractéristiques particulières du projet réformiste du PC, et au-delà de l'UP, nature des bureaucraties ouvrières et de leurs rapports avec la classe ouvrière). Cet empirisme a été et reste particulièrement flagrant en ce qui concerne la pratique internationaliste du MIR, que l'incompréhension du rôle et de la nature des bureaucraties au pouvoir dans les différents Etats ouvriers, a conduit à un éclectisme méséducatif et paralysant.

Ceci dit, dans son travail de mobilisation et d'implantation dans les masses ouvrières et paysannes de ce pays, le MIR a pris au cours de ces trois dernières années une série d'initiatives de débordement du cadre réformiste imposé par l'UP qui ont souvent été très correctes. Il faudrait les analyser en détail, non dans le cadre de cette interwiev, mais au cours du débat ultérieur avec le MIR.

C'est pourquoi, malgré la limitation énorme qu'a représenté pour ses militants l'absence d'une véritable pratique du centralisme démocratique et l'absence d'un véritable débat stratégique, la pratique du MIR, son expérience, représentent un acquis essentiel pour l'avant-garde chilienne.

Quelles conclusions en tires-tu quant à l'activité des marxistes révolutionnaires au Chili, aujourd'hui ?

D'abord, cet acquis du MIR est d'autant plus important que jusqu'à présent il a bien résisté à la répression ; et c'est là un premier test décisif. Le MIR et sa direction sont ainsi placés devant des responsabilités considérables. Comme partout ailleurs, la construction d'un parti révolutionnaire hégémonique dans la classe ouvrière sera un processus long, marqué par des crises et des reclassements, en liaison directe avec le développement des luttes de classes. Le MIR jouera un rôle peut-être déterminant dans les rythmes et les formes de ce processus, rôle de moteur ou de frein, impossible à prévoir précisément à l'avance.

Mais, pour l'avenir immédiat, les positions et l'activité du MIR ont, par la place de cette organisation, non seulement dans l'extrême-gauche mais dans l'ensemble de la vie politique chilienne des répercussions considérables. C'est donc là un élément décisif pour définir la position des marxistes révolutionnaires.

L'autre élément, c'est notre propre réalité politique et organisationnelle. Les militants trotskystes chiliens sont peu

Luis Vitale

Parmi les militants trotskystes victimes de la répression fasciste au Chili, qui dans l'état actuel de nos informations, seraient au nombre de 22 emprisonnés et 7 disparus (probablement assassinés), se trouve – au Stade National de Santiago – le camarade Luis Vitale, militant révolutionnaire, écrivain marxiste dont la notoriété a largement dépassé les frontières du Chili. D'origine argentine, Vitale fut dirigeant du POR chilien jusque dans le début des années 60, puis, avec un certain nombre de cadres de cette organisation, il participe à la fondation du MIR en 65, il en sera l'un des dirigeants jusqu'en 69 où il se séparera du MIR pour créer le Front Révolutionnaire. Au lendemain de la victoire électorale de l'U.P., il sera le premier, parmi les militants de la gauche révolutionnaire, à caractériser comme pré-révolutionnaire l'étape qui s'ouvrait, dans une déclaration

TOUCHERIE

chilien contre la junte fasciste !

Unité la plus large, sans exclusive, dans les comités de base pour préparer le 27 !

Pour sauver les prisonniers politiques !

Contre l'impérialisme US et contre le gouvernement français qui cautionne la junte !

Pour aider à la préparation :
adresse du comité de soutien : 94, rue Notre-Dame des Champs, Paris VIème
Tel. : 325-00-09
permanence : 10, rue St Claude, Paris IIIème (3ème étage)
Tel. : 278-19-49

nombreux. Nous sommes un « noyau trotskyste » plutôt qu'une organisation. Nous avons fait ces deux dernières années des gains significatifs, politiques et organisationnels. Mais notre force est encore très modeste par rapport à l'importance de l'extrême-gauche chilienne. De plus, la répression nous a durement frappés : plus de vingt, 22 exactement de nos militants sont emprisonnés ; nous sommes sans aucune nouvelle de plusieurs d'entre eux.

Jusqu'à présent, le MIR a eu une attitude non pas d'hostilité mais d'indifférence par rapport aux nombreux groupes révolutionnaires. Pour lui, le débat politique en son sein et en direction des autres groupes est essentiellement pratique et repose sur la confrontation des expériences. C'est là le revers positif de son empirisme. C'est donc sur la base de notre propre pratique que nous pourrons établir les conditions d'un débat sérieux, d'une confrontation nécessaire avec le MIR.

Au-delà de vos rapports avec le MIR, cela pose la question de votre attitude et de vos perspectives dans la situation présente.

Bien sûr. Et là nous partons avec un handicap considérable. Mais au risque de paraître trop optimiste, je dirais que la situation objective dans toute sa tragédie, crée une situation nouvelle : il y a des secteurs entiers de militants ouvriers, étudiants et paysans qui sont, dans le désarroi actuel, à la recherche d'une explication globale et cohérente de ce qui s'est passé. A Santiago, à Valparaiso, où certains de nos militants disposent d'une réelle implantation, ouvrière notamment, des membres de la gauche du PS, du MAPU, et parfois même du PC, questionnent, discutent avec nous. L'expérience traumatisante qui a été la leur ces dernières semaines, les rend sceptiques et méfiants ; et cela se manifeste surtout à l'égard de leurs anciennes directions. Il ne tient qu'à nous dans la période qui s'ouvre de les convaincre par des analyses, des propositions et surtout des activités responsables et audacieuses.

Par rapport à ces questions centrales, je voudrais avant de terminer ajouter une chose. L'avant-garde chilienne, dont la composante la plus importante est le MIR, se caractérise entre autres par une vision limitée et superficielle de l'internationalisme prolétarien. Dans la situation où nous nous trouvons, cela peut être ressenti durement par ses militants. Le mouvement de solidarité avec la lutte du peuple chilien parait important dans le monde, mais cette solidarité perd beaucoup de son efficacité et de sa valeur si la solidarité matérielle n'est pas sous-tendue par une orientation et une élaboration politique commune. D'autant qu'en face, la solidarité internationale de la bourgeoisie est une réalité malheureusement trop puissante. D'autant aussi que la solidarité des PC et des secteurs qui leur sont liés est également réelle et va peser de tout son poids.

Ce qui a modelé le MIR ce sont trois années de luttes de classes d'une richesse exceptionnelle

Dans les tâches de solidarité révolutionnaire, la IVème Internationale se doit d'être au tout premier plan, sans opportunisme, ni sectarisme.

Nous serons jugés et écoutés sur la base de notre activité concrète, au Chili et ailleurs, on ne le répétera jamais assez. Voilà une activité concrète, l'organisation de la solidarité envers les travailleurs chiliens, sur la base de laquelle nous serons aussi jugés. Par-delà les résultats immédiats, ce peut être là un apport inestimable à la clarification, décisive à terme, au sein de l'avant-garde chilienne, et à la révolution socialiste chilienne vers laquelle, malgré la dure défaite, nous marcherons inexorablement.

Santiago
le 16.10.73

emprisonné

publique faite le 9 septembre 70 devant les étudiants et professeurs de l'Université de Concepcion. A la fin de l'année 72, il participera, avec une partie du Front Révolutionnaire, à une phase du regroupement des marxistes-révolutionnaires chiliens, en créant le PSR (Parti Socialiste Révolutionnaire) avec les camarades de la TRO (Tendance Révolutionnaire Octobre).

Luis Vitale est l'auteur de « L'interprétation marxiste de l'histoire du Chili », et de nombreux autres ouvrages, brochures et articles, parmi lesquels « La Révolution Cubaine » (1962), « Amérique Latine, féodalo-capitaliste ? » (1966), « La question juive, le sionisme et le monde arabe » (1967), « Et après le 4 septembre, quoi ? Perspectives du Chili à la suite des élections présidentielles » (1970).

auto-critique ou auto-justification ?

Je voudrais te faire part de mes réactions devant un document paru dans « L'Humanité » du 15/10. Il s'agit de « L'appel au peuple chilien », édité clandestinement par le PC chilien. C'est un texte très long, mais le plus édifiant est le passage sur les conclusions à tirer du putsch. Après une longue description des méfaits de la junte, on peut lire :

« Mais le peuple reviendra au gouvernement et il ne sera pas obligé, c'est certain, de rétablir la situation institutionnelle antérieure. Il dictera démocratiquement une nouvelle constitution, de nouveaux codes, de nouvelles lois ; il créera de nouvelles formes de pouvoir, un Etat de droit supérieur à celui que le putsch a jeté bas (...)

"*Après ce qui est arrivé*, le peuple a le droit de se fixer aussi comme objectif la mise sur pied de forces armées et policières de type nouveau, ou à tout le moins, l'élimination des institutions militaires, des carabiniers et de la sûreté , des éléments fascistes, afin d'assurer le Chili que ce qui vient d'arriver ne se renouvellera plus."

L'aveu est de taille : le PC chilien reconnait enfin qu'il aurait fallu toucher à l'appareil d'Etat et aux institutions que la démocratie chrétienne avait légués à l'Unité Populaire. Mais qui est responsable de cet « oubli » ? « De fausses valeurs en lesquelles beaucoup de gens croyaient avec sincérité, (et qui) sont allées pourrir dans les poubelles de l'histoire. Qui pourra demain défendre un pouvoir judiciaire comme celui d'aujourd'hui ou un type de parlement qui est mort de sa propre et complète inaction devant le putsch militaire ? » Le PC semble oublier qu'il s'était fait le champion de la défense des institutions en place, qu'il était le plus chaud partisan de l'entrée des militaires au gouvernement, l'ardent défenseur du parlementarisme. Alors, qui a péché ? « Les positions et les activités de l'ultra-gauche ont causé des dommages sérieux, ainsi que les tendances réformistes qui se sont exprimées .. tel ou tel moment dans l'action du gouvernement populaire. » Là on ne comprend plus : « l'ultra-gauche », le MIR, pour ne pas le nommer, a dès les débuts de l'Unité Populaire insisté sur la nécessaire destruction de l'Etat bourgeois, que le PC reconnait maintenant comme une obligation pour l'avenir. Quant aux réformistes, qui sont les principaux ? Le Parti Socialiste qui très tôt a manifesté son opposition à l'appui du gouvernement sur les militaires ? Les radicaux, au poids insignifiant ? Ne serait-ce pas plutôt le PC chilien qui est apparu comme la principale force réformiste de l'Unité Populaire ?

Un document, donc, où le PC chilien veut se présenter avec « les mains propres ». Certes, « il sera nécessaire, indispensable, de faire une évaluation critique et autocritique de presque trois ans de gouvernement populaire. Au cours de cette période ont été faites de grandes choses, mais de grosses erreurs ont été commises ». Oui, le PC « n'exclut pas qu'il y ait eu des faiblesses et des erreurs dans son action. Il estime d'autre part, que le moment actuel n'est pas précisément le moment le plus favorable pour discuter des erreurs commises par le gouvernement et l'Unité Populaire dans son ensemble ou tel secteur politique en particulier. Chaque chose en son temps. »

Si les auto-critiques ne sont pas faites maintenant, quand le seront-elles ? Comment espérer réveiller la résistance populaire *sans lui donner les moyens politiques de son action*, sans mettre l'accent sur la principale auto-critique, qui est d'avoir espéré construire le socialisme dans le cadre d'un Etat bourgeois ? Non, le putsch n'était pas inéluctable. Les masses chiliennes auraient pu en faire l'économie. Le putsch n'est pas « l'expérience enrichissante » dont parle F. Mitterand dans son interwiev au « Nouvel Observateur » du 8 octobre.

Et la répression dont il est victime, et qu'il faut évidemment combattre résolument, ne doit pas nous faire oublier que le PC chilien porte une très lourde responsabilité dans cette affaire. Ne pas en parler, ce serait entériner la légitimité d'un putsch qui a creusé son lit dans les monstrueuses « faiblesses » de l'Unité Populaire.

Extrait d'une lettre de Michel Récanati

La Chine et la junte

En 1971, après l'écrasement des militants du JVP à Ceylan , une lettre de Chou-en-Lai assurait le gouvernement de Mme Bandaranaike du soutien financier de la Chine Populaire. En 1971 toujours, après le massacre des communistes soudanais, la bureaucratie chinoise se précipitait à la cour du général Nemeiry et de ses mercenaires pour occuper la place encore chaude de l'Union Soviétique.

Aujourd'hui encore, la diplomatie de « grande puissance », la raison d'Etat, va à l'encontre de l'internationalisme prolétarien. Dès le 19 octobre, le gouvernement chinois a fait savoir à l'ambassadeur du Chili à Pékin, qu'il ne le reconnaissait plus, suite à une note du nouveau gouvernement chilien le destituant de ses fonctions. La cérémonie qui devait avoir lieu le lendemain à la mémoire du président Allende a été annulée.

Cet empressement de la bureaucratie chinoise à respecter la légalité de la junte revient à entériner le coup d'Etat.

chili

APPEL DE MIGUEL ENRIQUEZ

secrétaire général du m.i.r.

Cet appel de Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR a été enregistré et remis il y a quelques jours au Chili à un camarade du comité de rédaction de « Rouge ». Miguel Enriquez nous a demandé d'en assurer au maximum la diffusion en France et à l'échelle internationale, alors même que se développent dans le monde des mouvements de solidarité avec le Chili qui « omettent de mentionner les militants les plus traqués » : ceux de l'extrême-gauche révolutionnaire, et en tout premier lieu, ceux du MIR. Enriquez par exemple, dont la tête a été mise à prix (500 000 escudos) versés immédiatement à toute personne fournissant un renseignement « utile » sur lui, en téléphonant à des numéros reproduits dans toute la presse) est avec Carlos Altamirano, secrétaire du PS, la personne la plus activement recherchée par les gorilles chiliens. Dans ce contexte, et indépendemment des divergences politiques avec la direction du MIR, divergences que nous avons déjà exprimées publiquement dans le passé et que nous continuerons à débattre sans concessions avec ces camarades, nous considérons comme un devoir élémentaire de solidarité internationaliste de faire connaître et de diffuser le plus possible à l'échelle internationale les initiatives, déclarations, et prises de position du MIR, composante essentielle de l'extrême-gauche chilienne.

Camarades militants révolutionnaires, camarades travailleurs,

Le fascisme s'est imposé au Chili, avec l'appui de l'impérialisme nord-américain et du sous-impérialisme brésilien.

Le secteur fasciste, dominant le corps des officiers de l'armée, et l'extrême-droite réactionnaire veulent résoudre par le feu et le sang la crise que traverse le système de domination capitaliste au Chili.

Toutes les libertés démocratiques ont été abolies. A ce jour au moins un millier de personnes ont été fusillées. C'est par dizaines de milliers que se comptent les morts. A peu près autant sont détenues dans les camps de concentration ou la torture est généralisée.

Le Parlement est fermé.

L'armée est intervenue militairement dans les universités.

Les organisations ouvrières ont été dissoutes. Des milliers de travailleurs ont été licenciés. Un véritable régime de travail forcé est imposé aujourd'hui. Les salaires sont bloqués. Les prix montent en flèche. Les délégués nommés par le gouvernement dans les entreprises sont les anciens propriétaires, les anciens directeurs.

L'état de siège est instauré dans tout le pays. L ensemble de la population est soumise au couvre-feu et passible des tribunaux militaires du temps de guerre.

Les exécutions sommaires se multiplient et de véritables pogromes sont décidés contre les étrangers.

Un régime s'inspirant du régime hitlérien gouverne aujourd'hui le Chili.

Camarades,

Ce ne sont ni le socialisme, ni la révolution prolétarienne, ni les travailleurs qui ont failli au Chili.

Camarades,

Ce ne sont ni le socialisme, ni la révolution prolétarienne, ni les travailleurs qui ont failli au Chili.

Miguel Enriquez à un meeting du MIR

Au Chili s'est effondré tragiquement un projet réformiste basé sur l'illusion de parvenir au socialisme en comptant sur la passivité de la classe dominante et en s'emprisonnant dans l'ordre bourgeois.

La lutte commence à peine.

Une bataille a été perdue, pas la guerre.

La classe ouvrière et le peuple, la gauche et les révolutionnaires sont encore puissants. La lutte sera longue et dure. Mais nous sommes sûrs de vaincre.

A partir de la lutte pour la restauration des libertés démocratiques, aujourd'hui abolies par la dictature,

à partir de la défense du niveau de vie des masses, aujourd'hui attaqué de front par le fascisme,

unissant la totalité de la gauche et des secteurs démocratiques disposés à impulser la lutte contre la dictature, se réorganisera le mouvement des masses,

se développera et croîtra la résistance populaire contre la dictature dans les campagnes et dans les villes.

Ce qui conduira au renversement de la dictature, à la restauration des libertés démocratiques, et ouvrira la voie à un puissant processus révolutionnaire, ouvrier et paysan qui culminera dans la révolution prolétarienne et socialiste.

Camarades,

La lutte de la classe ouvrière et du peuple chilien contre la dictature militaire fasciste est partie intégrante de la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme. La solidarité internationale des pays socialistes, des pays et secteurs démocratiques et révolutionnaires, et tout particulièrement de la révolution cubaine et des mouvements révolutionnaires frères d'Amérique Latine — l'ERP d'Argentine, les Tupamaros, et l'ELN de Bolivie — a été et continue à être fondamentale.

Je ne voudrais pas terminer sans rendre un hommage à Salvador Allende, qui a donné sa vie pour la défense de ses convictions, aux travailleurs et aux militants de toutes les organisations de la gauche, et en particulier à nos militants qui sont morts, meurent, et sont aujourd'hui emprisonnés en combattant la dictature militaire fasciste.

La classe ouvrière, le peuple, la gauche, et les révolutionnaires,

VENCEREMOS !

Miguel Enriquez
Secrétaire général du MIR
le 11 octobre 1973.

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail *(facultatif)* .....

Rouge
hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéménée -Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :

CCP:
25043 88
PARIS

Directeur de publication : Henri Weber
Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

pour	la france		l'étranger	
sous pli	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1 fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ «ROUGE»

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Abonnement choisi.....